



31 mars 2019

Rapport sur les marchés publics de l'OFROU en 2018

S137-0001

Impressum

Date de création :	31.03.2019
Auteur :	Div. Gestion et finances
Nombre de pages :	44

TABLE DES MATIERES

1.	Introduction.....	3
2.	But et contenu	3
3.	Aspects fondamentaux des marchés publics de l'OFROU	4
3.1.	À quoi servent les acquisitions de l'OFROU et sur quoi portent-elles ?	4
3.2.	Quelles bases légales et prescriptions internes l'OFROU doit-il prendre en considération pour les acquisitions ?	4
3.3.	Comment l'OFROU garantit-il le respect des principes régissant les marchés publics ?.....	5
3.4.	Quels sont les outils de travail utilisés par l'OFROU pour les acquisitions ?	5
4.	Questions fréquentes (FAQ)	6
5.	Statistiques 2018 des marchés publics de l'OFROU	11
5.1.	Vue d'ensemble des marchés publics effectués en 2018 par type de procédure et catégorie d'achat.....	11
5.2.	Volumes des contrats par catégorie d'achat.....	13
5.3.	Nombre de partenaires (crédeurs) avec lesquels l'OFROU a conclu des contrats en 2018	15
5.4.	Adjudications les plus importantes en 2018.....	16
5.5.	Adjudications 2018 par canton, en millions de francs (siège du partenaire contractuel).....	17
5.6.	Adjudications de gré à gré ayant dépassé la valeur seuil légale en 2018	18

1. Introduction

L'Office fédéral des routes (OFROU) est l'autorité suisse compétente pour la mobilité individuelle et les infrastructures routières d'importance nationale. Il assume d'une part des tâches stratégiques et législatives, d'autre part la responsabilité opérationnelle directe du développement, de l'entretien, de l'exploitation et de la gestion du trafic des routes nationales (RN). Il couvre ainsi les facteurs d'influence les plus importants de la mobilité individuelle, à savoir les personnes et les véhicules, en participant au façonnement du cadre légal et des dispositions d'exécution relatifs à la circulation routière (qui et qu'est-ce qui a le droit de circuler, dans quelles conditions et dans quel état). La composante de l'infrastructure vient s'y ajouter ; elle vise principalement à garantir la capacité du réseau des routes nationales et de celui des routes principales.

L'OFROU est ainsi responsable des trois groupes de produits suivants :

- Réseaux routiers : ce groupe comprend les tâches stratégiques dans le domaine des routes nationales, entre autres la planification à long terme et la gestion du trafic. Il englobe également la recherche en matière de routes et la prise en considération des dernières découvertes scientifiques lors de l'élaboration des standards. Pour finir, la mobilité douce appartient aussi à ce groupe.
- Infrastructure routière : les principales tâches de ce groupe sont l'entretien, la construction et l'aménagement des routes nationales ainsi que l'exploitation du réseau. Vu l'ampleur des tâches et le travail à fournir sur le terrain, ce groupe de produits est traité par deux divisions avec au total cinq filiales.
- Circulation routière : ce groupe comprend tous les aspects de la circulation sur les routes ainsi que les exigences techniques posées aux véhicules.

L'OFROU a conscience de la responsabilité découlant de son vaste éventail de tâches. Les moyens fournis par les usagers de la route doivent être utilisés de manière efficiente et efficace. Les marchés publics jouent un rôle central à cet égard. En 2018, quelque 3100 acquisitions pour un montant supérieur à 1,6 milliard de francs ont été effectuées. L'office déploie par conséquent de gros efforts afin de garantir une utilisation rationnelle des fonds en passant des marchés publics transparents, équitables et conformes aux règles.

2. But et contenu

Le présent document rend compte des marchés publics conclus par l'OFROU en 2018. Il sert à représenter ceux-ci avec transparence tant sur le plan interne que vis-à-vis de l'extérieur. Le document est divisé en trois parties : la première partie explique le contexte (chap. 1 à 3), la deuxième répond aux questions les plus fréquemment posées (chap. 4), tandis que la troisième est consacrée principalement à des statistiques (chap. 5).

Il faut noter que le présent rapport se limite aux marchés publics que l'OFROU a conclus dans le cadre des activités qu'il exécute lui-même. Dans le domaine des routes nationales, certaines tâches importantes sont assumées par des tiers, qui achètent parfois également des prestations à l'extérieur. Dans de tels cas, c'est en règle générale le droit cantonal des marchés publics qui s'applique. L'exploitation des routes nationales, dont la charge représentait environ 360 millions de francs en 2018, est l'une de ces activités déléguées à des tiers : elle a été confiée aux onze unités territoriales cantonales au moyen d'accords sur les prestations. Il faut également mentionner l'achèvement du réseau, pour lequel les cantons assument le rôle de maître d'ouvrage, tandis que la Confédération prend en charge la majorité des coûts. En 2018, la charge correspondante (part de la Confédération) se montait à environ 190 millions de francs, avant tout pour des projets dans les cantons du Valais, de Berne et du Jura. Ces acquisitions ne figurent pas dans les statistiques du chapitre 5.

3. Aspects fondamentaux des marchés publics de l'OFROU

3.1. À quoi servent les acquisitions de l'OFROU et sur quoi portent-elles ?

En sa qualité de service d'achat central de la Confédération au sens de l'art. 3, let. a, de l'ordonnance sur l'organisation des marchés publics de l'administration fédérale (Org-OMP), l'OFROU achète des prestations de service et de construction ainsi que des biens dans le but d'une part d'assurer la capacité du réseau des routes nationales et d'autre part de réaliser les autres tâches de l'office visant à garantir une mobilité sûre et durable sur la route (art. 9 Org-OMP en relation avec l'annexe 1 Org-OMP). Il s'agit notamment des éléments suivants :

- prestations de planification et de conception en génie civil (élaboration des plans pour les projets d'entretien et de construction)
- prestations de service pour le soutien dans le cadre de l'organisation, de l'administration et de la réalisation de projets de construction (appui au maître de l'ouvrage)
- travaux de construction (par ex. pose de revêtements routiers, installation et entretien de parois antibruit, réfection de tunnels et de ponts)
- installation, entretien et exploitation d'installations de détection d'incendie, d'installations de signaux lumineux, de la signalisation, de panneaux indiquant la vitesse, de la signalisation des issues de secours, etc., des équipements d'exploitation et de sécurité (EES)
- prestations informatiques en lien avec la circulation routière en général (par ex. accidents de la circulation, registre des véhicules, registre des cartes de tachygraphes)
- prestations dans le cadre de la circulation routière en général (par ex. recherche, gestion de la qualité, expertises)

3.2. Quelles bases légales et prescriptions internes l'OFROU doit-il prendre en considération pour les acquisitions ?

Lorsqu'il effectue des acquisitions, l'OFROU est tenu de respecter des lois internationales (Accord sur les marchés publics, AMP) et nationales. La loi fédérale sur les marchés publics (LMP) transpose dans le droit suisse les dispositions de l'AMP et vise la transparence des procédures, le renforcement de la concurrence, l'utilisation rationnelle des fonds publics et l'égalité de traitement entre les soumissionnaires. L'ordonnance sur les marchés publics (OMP) est avant tout une ordonnance d'exécution de la LMP.

De plus, l'OFROU dispose d'un manuel sur les marchés publics relatifs aux routes nationales ([Manuel sur les marchés publics routes nationales](#)) qui synthétise la pratique de l'OFROU et garantit une réalisation uniforme des acquisitions. Le droit des marchés publics étant en constante mutation du fait des modifications des dispositions afférentes et de la jurisprudence, l'OFROU s'efforce de maintenir à jour ce manuel. Ce dernier est actualisé régulièrement.

3.3. Comment l'OFROU garantit-il le respect des principes régissant les marchés publics ?

Les marchés publics de l'OFROU reposent sur les principes ci-après régissant les marchés publics : transparence, renforcement de la concurrence, utilisation rationnelle des fonds publics et principe d'égalité de traitement.

➤ Transparence

Pour l'OFROU, il est très important que le déroulement de la procédure soit compréhensible tant pour les soumissionnaires que pour les instances de contrôle. La publication de l'appel d'offres, la communication des critères d'adjudication, les prescriptions en matière de spécifications techniques ainsi que la publication et la justification de la décision d'adjudication en particulier contribuent de manière essentielle à la transparence de la pratique de l'OFROU. En exposant même ses processus internes en matière de marchés publics par la publication du présent rapport et du manuel sur les marchés publics relatifs aux routes nationales, l'OFROU va au-delà des exigences minimales en matière de transparence.

➤ Renforcement de la concurrence

Les appels d'offres ouverts et les procédures sur invitation renforcent la concurrence entre les soumissionnaires. L'OFROU adjuge environ 80 % du montant total de ses dépenses dans le cadre de ces procédures. La majorité de ses dépenses sont ainsi effectuées en situation de concurrence.

➤ Utilisation rationnelle des fonds publics

L'OFROU doit respecter aussi bien la loi sur les finances de la Confédération (LFC), qui exige que l'administration contrôle ses dépenses et fasse un emploi efficace et économe de ses fonds, que le droit fédéral des marchés publics. Ces prescriptions exigent que le marché soit adjugé à l'auteur de l'offre la plus avantageuse économiquement. Cette dernière ne sera pas évaluée uniquement en fonction du prix, mais aussi sur la base de différents critères tenant compte des besoins, afin que l'autorité adjudicatrice obtienne des prestations de qualité à un prix avantageux. C'est la raison pour laquelle le marché est adjugé à l'auteur de l'offre la plus avantageuse sur le plan économique et pas obligatoirement à la moins onéreuse.

➤ Principe de l'égalité de traitement

L'OFROU garantit l'égalité de traitement des soumissionnaires suisses et étrangers pendant toutes les phases de la procédure. Afin que ce principe soit respecté, les soumissionnaires à l'origine de prestations essentielles ou de savoir-faire avant une procédure d'adjudication et disposant donc d'un avantage concurrentiel impossible à éliminer sont exclus de la procédure en question.

3.4. Quels sont les outils de travail utilisés par l'OFROU pour les acquisitions ?

L'OFROU a élaboré le manuel sur les marchés publics évoqué au point 3.2 afin de garantir la transparence de toutes les étapes de la procédure.

En outre, tous les modèles pour les acquisitions et les contrats sont publiés sur Internet et accessibles au public :

<https://www.astra.admin.ch/astra/fr/home/services/dokumente-nationalstrassen/modeles-pour-les-projets-d-infrastructure/modeles-pour-les-acquisitions-et-les-contrats.html>

Des modèles uniformes ont été conçus pour les projets liés à la construction des routes nationales selon le droit régissant les routes nationales (relevé de l'état, construction, aménagement et entretien). Leur utilisation par les acquéreurs est obligatoire pour que soit garantie une pratique homogène. Les modèles pour les contrats, dossiers d'offre, conditions relatives à la procédure d'adjudication et garanties se trouvent dans le générateur de documents :

<http://dokumentengenerator.astra.admin.ch/dokgen/index.aspx?Lang=FR>

4. Questions fréquentes (FAQ)

Comment adjuge-t-on un marché ? Quelles sont les procédures d'adjudication existantes ?

Les prescriptions légales prévoient les quatre procédures d'acquisition suivantes :

- la procédure ouverte : le marché est publié sur www.simap.ch. Tout soumissionnaire peut soumettre une offre. Cette procédure est aussi appelée « procédure OMC », car elle est soumise aux règles internationales de l'OMC.
- la procédure sélective : la procédure se déroule en principe comme la procédure ouverte, mais en deux temps : tous les soumissionnaires intéressés présentent dans un premier temps une demande de participation. L'OFROU contrôle ensuite l'aptitude des soumissionnaires sur la base des justificatifs fournis et choisit les soumissionnaires autorisés à soumettre une offre pendant la seconde phase. L'OFROU n'adopte que très rarement des procédures sélectives.
- la procédure sur invitation : l'OFROU invite au moins trois soumissionnaires à déposer une offre. Les soumissionnaires non invités ne peuvent pas participer.
- la procédure de gré à gré : le soumissionnaire est sélectionné sans appel d'offres et le marché est adjugé directement.

La loi réglemente à l'aide de valeurs seuils quelle procédure doit être appliquée à quel moment. Le tableau ci-après présente un récapitulatif des différentes procédures et leur valeur seuil selon l'OMP et la LMP. Les valeurs seuils s'entendent hors taxe sur la valeur ajoutée.

Bref récapitulatif des différentes valeurs seuils

Valeurs seuils	Achat / livraisons	Prestations	Prestations de construction	x = valeur du marché
Gré à gré	x < 50 000.- Art. 36, al. 2, let. c, OMP	x < 150 000.- Art. 36, al. 2, let. b, OMP	x < 150 000.- Art. 36, al. 2, let. b, OMP	
Procédure sur invitation	50 000.- ? x < 230 000.- Art. 35, al. 3, let. b, OMP	150'000.- ? x < 230'000.- Art. 35, al. 3, let. b, OMP	150'000.- ? x < 2 millions Art. 35, al. 3, let. g, OMP	
Procédure ouverte / sélective (sans protection juridique ; art. 39 OMP)			2 millions ? x < 8.7 millions Art. 34 al. 2 OMP	
Procédure ouverte / sélective	x ? 230 000.- Art. 6, al. 1, let. b, LMP	x ? 230 000.- Art. 6, al. 1, let. a, LMP	x ? 8,7 millions Art. 6, al. 1, let. c, LMP	

La procédure de gré à gré peut exceptionnellement aussi être utilisée avec des montants plus importants. Les exceptions sont définies de manière exhaustive aux art. 13 et 36 OMP. La liste des adjudications de gré à gré faites par l'OFROU en 2017 sur la base de ces dispositions exceptionnelles figure au chapitre 5.6. L'OFROU veille à ne pas morceler les marchés d'une manière qui pourrait empêcher une procédure ouverte et remplacer celle-ci par plusieurs adjudications de gré à gré.

Pourquoi les marchés ne sont-ils pas tous adjugés de manière concurrentielle ?

En général, le principe ci-après vaut pour des raisons économiques : plus la valeur du marché est grande, plus la procédure est lourde et la protection juridique est étendue. Dans le cadre des procédures d'acquisition, l'entité adjudicatrice n'est pas la seule à devoir assumer des dépenses : il en va de même pour les soumissionnaires. L'expérience montre que l'élaboration d'une offre représente environ 0,2 à 0,4 % de la valeur du marché, selon la complexité de l'objet du marché.

Les procédures de concours sont par nature plus contraignantes que les procédures d'adjudication de gré à gré : plusieurs soumissionnaires déposent des offres, qui sont ensuite analysées et comparées

par l'entité adjudicatrice. Au final, seule une offre peut être retenue, et l'élaboration des offres n'est pas remboursée.

L'économie potentielle qui peut être réalisée dans le cadre d'un appel d'offres doit justifier les coûts au niveau de l'office et du soumissionnaire. Étant donné que cette économie n'est généralement pas réalisable dans le cas d'acquisitions de moindre envergure, la loi n'exige pas plusieurs offres, mais admet une adjudication de gré à gré.

L'OFROU examine les prix de manière très précise dans le cadre de procédures de gré à gré, puisqu'il n'y a pas de concurrence. Les grandeurs de référence sont les prix offerts pour des prestations comparables en situation de concurrence. À titre exceptionnel, des acquisitions de grande envergure ont également été effectuées selon la procédure de gré à gré. Le chapitre 5.6. fournit des informations à ce sujet.

Quelles mesures l'OFROU prend-il pour lutter contre la corruption ?

Les marchés publics font partie des domaines particulièrement exposés à la corruption. En sa qualité de grande entité adjudicatrice des pouvoirs publics, l'OFROU a donc à cœur de sensibiliser ses collaborateurs à cette question, qu'ils procèdent eux-mêmes à des acquisitions ou non. Outre le code de conduite de lutte contre la corruption, l'OFROU a élaboré un guide ([Guide de lutte contre la corruption au sein de l'OFROU](#)) qui régleme par exemple en détail et de manière contraignante la gestion des cadeaux ou des invitations. Tous les nouveaux collaborateurs sont sensibilisés à ce thème et signent une déclaration d'impartialité. Les personnes qui participent régulièrement aux acquisitions suivent en plus des cours spéciaux.

Les collaborateurs ont également la possibilité de confier librement leurs craintes et leurs soupçons à un médiateur indépendant, à tout moment et de manière anonyme. Ils ne sont ainsi pas contraints de les garder pour eux par peur de sanctions internes.

Comment l'OFROU gère-t-il le marché suisse des ingénieurs et des planificateurs, qui est particulièrement petit ?

L'OFROU a introduit une série de mesures préventives afin d'éviter de possibles conflits d'intérêts. Il faut par exemple constituer une nouvelle équipe d'évaluation pour chaque projet afin de garantir l'objectivité des membres par un changement permanent des collègues de travail. L'évaluation des offres reçues suite à la publication de l'appel d'offres respecte strictement les critères prescrits et publiés dans les documents d'appel d'offres. Aucun écart n'est permis. Cette mesure garantit le respect de l'égalité de traitement des soumissionnaires et la transparence de l'offre. D'autres mesures figurent dans le manuel sur les marchés publics de l'OFROU ([Manuel sur les marchés publics routes nationales](#)).

Comment l'OFROU gère-t-il le fait que certains collaborateurs étaient auparavant responsables de l'adjudication de marchés dans le cadre de fonctions comparables au sein d'offices cantonaux des ponts et chaussées ou d'entreprises de l'économie privée ?

Les collaborateurs de l'OFROU qui s'occupent des adjudications sont formés en interne et sensibilisés notamment aux questions de partialité et de récusation. Tous les collaborateurs doivent communiquer à l'OFROU les conflits d'intérêt résultant de leurs activités précédentes, en signant une déclaration d'impartialité lorsqu'ils prennent leurs fonctions, puis tous les cinq ans. De plus, une réglementation initiale de récusation est régulièrement prise afin d'éviter ne serait-ce que l'impression d'une quelconque partialité. Les relations économiques entre les collaborateurs de l'OFROU et des entreprises du secteur du bâtiment sont interdites (par ex. dans le cadre d'activités extraprofessionnelles). Les marchés publics de l'OFROU sont régulièrement audités par le Contrôle fédéral des finances (CDF), la Révision interne (IR) et le service juridique afin de contrôler en particulier que ces normes en matière d'acquisition soient correctement mises en œuvre.

Qui évalue les différentes offres au sein de l'OFROU ?

Nous renvoyons au manuel sur les marchés publics (p. 80 ss.) pour ce qui est du processus d'évaluation des différentes offres. Il prévoit que les offres sont évaluées par l'équipe d'évaluation sur la base des critères communiqués au préalable. L'équipe d'évaluation est composée d'au moins trois collaborateurs, à savoir du chef de projet et de deux collaborateurs de l'OFROU en alternance, en veillant à ce que les supérieurs hiérarchiques ne participent pas systématiquement. Un externe peut également faire partie de cette équipe. Les trois personnes procèdent séparément et minutieusement à l'évaluation des offres, et documentent celle-ci avec précision. Ils reconsidèrent ensuite leur évaluation en plénum. La décision d'adjudication incombe en fin de compte à la hiérarchie.

L'OFROU utilise-t-il une grille concrète pour évaluer le rapport technique / l'analyse des tâches d'une offre ? Dans l'affirmative, à quoi ressemble cette grille et qui la définit à quel moment ?

La grille ou les critères utilisés pour l'évaluation sont définis dans le manuel sur les marchés publics de l'OFROU et accessibles au public. Les critères de qualification et d'adjudication valables pour le marché public sont publiés lors de la mise au concours. Les pages 50 à 51 et 53 à 57 du manuel sur les marchés publics contiennent des informations utiles en la matière.

Selon la doctrine dominante et la jurisprudence, l'autorité adjudicatrice dispose d'un pouvoir d'appréciation important notamment pour l'évaluation des « critères subjectifs » en question. Elle procède toujours dans une juste appréciation de ses obligations. Depuis la RPT, aucun recours pour « transgression du pouvoir d'appréciation » n'a été admis par un tribunal.

À quoi servent les critères d'adjudication « analyse des tâches » et « concepts GQ » ?

L'analyse des tâches et les concepts de gestion de la qualité (concepts GQ) permettent à l'adjudicataire potentiel de présenter des idées novatrices. Les idées de ce type peuvent avoir une influence décisive sur l'adjudication. Les critères en question permettent à l'OFROU de garantir que la qualité des offres et donc la capacité des soumissionnaires à innover, et pas seulement le prix, jouent un rôle important lors de la détermination de l'offre la plus avantageuse économiquement.

Comment est-il possible de tenir compte des spécificités régionales lors de l'évaluation des offres ?

L'OFROU est tenu légalement de retenir l'offre la plus avantageuse économiquement lors de chaque adjudication. Les délais, la qualité, le prix, la rentabilité, l'opportunité de la prestation, la compatibilité environnementale et la valeur technique sont quelques-uns des critères qu'il doit prendre en considération à cette occasion. Il n'est pas inhabituel que des entreprises régionales interviennent aussi, d'autant plus qu'elles connaissent souvent bien les spécificités locales et sont déjà présentes sur place, raison pour laquelle elles peuvent soumettre des offres intéressantes. Les connaissances des spécificités régionales devraient se traduire par une meilleure offre sur le plan économique. Cependant, les principes de transparence et d'égalité de traitement doivent être respectés dans le cadre des marchés publics. Utiliser la présence locale comme critère d'adjudication voire comme critère de qualification va à l'encontre des prescriptions légales. De tels critères favorisent clairement les entreprises locales et contreviennent ainsi au principe d'égalité de traitement.

Le système consistant à comparer entre elles des offres aussi similaires que possible ne freine-t-il pas l'innovation ?

Il y a ici une pesée des intérêts. Les directives strictes de l'OFROU relatives à l'élaboration des offres et de leurs contenus permettent d'obtenir un degré élevé de comparabilité des offres. Cela simplifie l'évaluation pour l'OFROU et garantit une égalité de traitement des différents soumissionnaires. En outre, cela réduit pour ces derniers le risque de soumettre une offre contenant des éléments non

demandés ou une offre non conforme aux documents d'appel d'offres, qui devrait probablement même être exclue pour cette raison. Il en résulte cependant aussi qu'il n'est pas possible de tenir compte d'offres proposant des approches totalement différentes, potentiellement novatrices. Dans les marchés concernant la planification et l'appui au maître d'ouvrage, le critère d'adjudication « analyse des tâches » permet toutefois de gagner des points en soumettant des idées novatrices dans le cadre prescrit. Il est par ailleurs possible de soumettre des variantes, mais il faut toujours remettre une offre de base.

Comment l'OFROU gère-t-il les sous-enchères (dumping) ?

L'OFROU a conscience du fait que si des tarifs horaires bas constituent certes une chance, ils représentent aussi des risques. L'OFROU est tenu légalement de retenir l'offre la plus avantageuse économiquement. De plus, l'office doit veiller à garantir des conditions équitables et transparentes dans le cadre de ses appels d'offres ainsi que l'égalité de traitement de tous les soumissionnaires. Rejeter une offre présentant des tarifs horaires bas avec pour seul argument qu'elle comporte des « prix de dumping » n'est pas admis juridiquement. Il arrive qu'un nouvel acteur du marché essaie de remporter un appel d'offres en jouant la carte du prix, par exemple parce que ses personnes-clés disposent de moins d'expérience que celles de la concurrence. Cette possibilité doit être conservée, faute de quoi l'OFROU influencerait directement les structures de la branche des ingénieurs. Indépendamment du prix, les critères d'aptitude garantissent toutefois que le marché ne sera pas adjugé à des entreprises qui ne conviennent pas.

Comment les nouvelles entreprises peuvent-elles même obtenir un marché si l'OFROU pondère de manière si importante le critère des références ?

Une entreprise qui ne dispose pas des références en question peut s'associer à d'autres entreprises pour former une communauté de soumissionnaires (par ex. communauté d'ingénieurs [CI] ou communauté de travail [CT]) ou assumer certaines tâches partielles en qualité de sous-traitante et obtenir ainsi de premières références. L'OFROU doit garantir une bonne exécution des projets, raison pour laquelle l'exigence d'une expérience dans des projets comparables est indispensable.

Un soumissionnaire qui n'obtient pas le marché sait-il comment son offre a-t-elle été évaluée ?

Il est important pour l'OFROU d'informer les soumissionnaires des résultats de l'évaluation. C'est la raison pour laquelle les soumissionnaires reçoivent en principe un tableau d'évaluation sous forme anonyme. Par ailleurs, l'OFROU propose des débriefings au sens de l'art. 23 LMP, lors desquels les soumissionnaires non sélectionnés sont informés notamment des principales raisons qui ont fait que leur offre n'a pas été retenue ainsi que des caractéristiques et des avantages déterminants de l'offre choisie.

Quels sont les moyens juridiques dont dispose un soumissionnaire en désaccord avec la décision d'adjudication prise par l'OFROU ? Un soumissionnaire doit-il s'attendre à être désavantagé lors de futurs appels d'offres s'il dépose plainte contre une décision de l'OFROU ?

Les personnes concernées peuvent recourir auprès du Tribunal administratif fédéral contre les décisions de l'OFROU relevant du champ d'application de la LMP. Sont concernés les marchés énumérés dans les annexes à la LMP qui dépassent les valeurs seuils selon l'art. 6 LMP (voir dernière ligne du tableau en page 6) et ne font pas l'objet d'une exception selon l'art. 3 LMP. Pour le moment, la loi ne prévoit pas de possibilité de recours pour les autres décisions de l'entité adjudicatrice. En 2018, six plaintes ont été déposées contre des décisions d'adjudication de l'OFROU. Quatre procédures ont pu être réglées en faveur de l'OFROU et deux autres sont encore pendantes devant le Tribunal administratif fédéral.

Les collaborateurs de l'OFROU sont tenus d'évaluer chaque offre sans préjugés. La question de savoir si un soumissionnaire a déposé par le passé un recours contre une décision d'adjudication ne joue aucun rôle dans l'évaluation de son offre.

Que sont les avenants et pourquoi y en a-t-il régulièrement au sein de l'OFROU ?

Un avenant est une prestation additionnelle dans le cadre de rapports contractuels existants. Différentes raisons peuvent justifier la création d'avenants, par exemple la modification de commandes suite à des événements imprévisibles ou imprévus (autres conditions de construction, évolution des normes, prescriptions, etc.) ou à diverses difficultés lors du projet (clarification insuffisante des besoins, dossier d'appel d'offres du maître d'ouvrage incomplet, livraison tardive des plans par un mandataire / le maître d'ouvrage, déroulement des travaux entravé, etc.). Étant donné que l'OFROU ne passe que rarement des marchés pour des produits standard et que les projets de construction ont pour propriété importante d'avoir un caractère unique, il ne sera pas possible d'éviter à l'avenir non plus les avenants malgré les importants efforts déployés pour améliorer les documents d'appel d'offres.

Comment l'OFROU traite-t-il le thème de la durabilité dans les marchés publics ?

L'Office fédéral de l'environnement (OFEV) est chargé de fournir les instruments de mise en œuvre prévus par le Conseil fédéral, en collaboration avec les services d'achat de la Confédération, la Commission des achats de la Confédération et la KBOB. L'OFROU est représenté au sein du groupe de travail consacré aux achats durables de la Confédération.

<https://www.bkb.admin.ch/bkb/fr/home/oeffentliches-beschaffungswesen/nachhaltige-beschaffung.html>

Pourquoi l'OFROU recourt-il à des bureaux d'appui au maître d'ouvrage (BAMO) ? N'est-ce pas risqué ?

L'OFROU mène actuellement plus de 650 projets de construction (hors achèvement du réseau) sur les routes nationales, avec 81 responsables de projet, et s'occupe d'environ 1800 km de routes nationales. Vu la forte charge de travail que les chefs de projet doivent assumer, ils ont parfois besoin de soutien selon le volume et la complexité des projets. L'OFROU achète les prestations qui ne doivent pas impérativement être fournies par le personnel du maître d'ouvrage au moyen de mandats d'appui au maître de l'ouvrage (mandats BAMO). Étant donné que le nombre et le volume des projets varient selon les filiales et les années, le recours à des personnes externes pour l'appui au maître d'ouvrage est une solution plus rentable pour l'OFROU que l'utilisation de son propre personnel. Cette solution permet par ailleurs à l'OFROU de conserver une structure administrative légère.

Les BAMO ne conduisent cependant jamais seuls un projet de l'OFROU, mais sont toujours subordonnés à un chef de projet de l'OFROU. Leur cahier des charges comprend par exemple des tâches de coordination entre les participants au projet, l'organisation des réunions du projet, l'élaboration des bases du projet (manuel de projet), le controlling et la gestion de la qualité spécifique au projet ainsi que l'accompagnement technique du projet.

Le principe du recours à des BAMO a fait ses preuves. Cette solution recèle cependant certains risques. Ainsi, les connaissances du projet des collaborateurs de l'OFROU et, partant, leurs possibilités de contrôle, pourraient diminuer. Ce risque est contré par différentes mesures comme l'établissement d'un cahier des charges standardisé et d'un manuel de projet ainsi que le renforcement du système de contrôle interne.

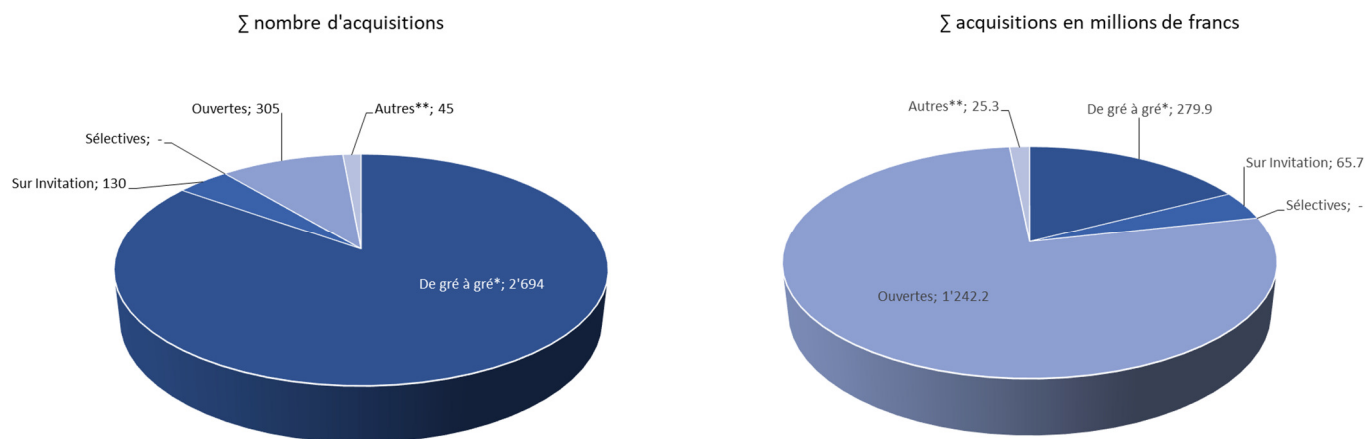
5. Statistiques 2018 des marchés publics de l'OFROU

5.1. Vue d'ensemble des marchés publics effectués en 2018 par type de procédure et catégorie d'achat

Les statistiques 2018 des marchés publics de l'OFROU englobent pour les catégories d'acquisitions 21.2 et 21.1 les adjudications de 2018, et pour les autres catégories d'acquisitions, y compris l'informatique, les contrats conclus en 2018.

2018	Contrats d'entreprise Routes nationales (catégorie d'achat 21.2)		Contrats de prestations et de planification Routes nationales (catégorie d'achat 21.1)		Contrats de livraison Routes nationales (catégorie d'achat 21.2)		Autres contrats, y. c. informatiques		Σ Acquisitions		%	
	Nombre	Mio. Fr.	Nombre	Mio. Fr.	Nombre	Mio. Fr.	Nombre	Mio. Fr.	Nombre	Mio. Fr.	Nombre	Mio. Fr.
De gré à gré*	1'032	139.8	1'470	131.5	20	2.1	172	6.6	2'694	279.9	85%	17%
Sur Invitation	94	58.2	32	7.1	1	0.2	3	0.3	130	65.7	4%	4%
Sélectives	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	0%	0%
Ouvertes	134	1'027.1	147	194.8	2	3.5	22	16.8	305	1'242.2	10%	77%
Autres**	3	0.1	42	25.2	-	-	-	-	45	25.3	1%	2%
Total	1'263	1'225.1	1'691	358.6	23	5.8	197	23.7	3'174	1'613.2	100%	100%
* dont avenants	274	74.3	330	49.7	4	0.5	n.a.	n.a.	608	124.6	23%	45%
* dont contrats pour des montants dépassant les valeurs seuils	34	38.5	44	38.9	0	0.0	1	0.9	79	78.3	3%	28%

** conclusion de contrats In-state, acquisition de terrain



Le tableau précédent montre que l'OFROU a réalisé quelque 3170 acquisitions en 2018, pour une valeur totale supérieure à 1,6 milliard de francs. Ces chiffres ne comprennent pas les acquisitions des unités territoriales faites pour l'exploitation des routes nationales ni celles des cantons dans le cadre de l'achèvement du réseau (voir chap. 2 But et contenu). En 2018, le volume d'acquisitions a donc été supérieur d'environ 180 millions de francs ou 13 % à celui de l'année précédente (1424.4 millions de francs en 2017). Le nombre d'acquisitions a quant à lui augmenté d'environ 130 par rapport à l'année précédente (3042 acquisitions en 2017).

Les marchés publics de gré à gré dominent, avec un pourcentage de 85 %. Il s'agit en règle générale d'acquisitions de moindre envergure, pour un montant inférieur à 150 000 francs (prestations de service et prestations de construction) ou 50 000 francs (livraisons). Pour des raisons économiques, la loi prévoit une adjudication de tels marchés sans appel d'offres : le potentiel d'économies d'un appel d'offres ne justifie pas les coûts au niveau de l'office et des soumissionnaires. Il convient de noter qu'un grand nombre de ces acquisitions (23 % du nombre total d'acquisitions et 45 % de la valeur des acquisitions de gré à gré) constituaient des avenants, dont les contrats de base avaient souvent été adjugés en situation de concurrence, en particulier pour les avenants particulièrement importants.

L'OFROU examine les prix de manière très précise dans le cadre des procédures de gré à gré, puisqu'il n'y a pas de concurrence. Les grandeurs de référence sont les prix offerts pour des prestations comparables en situation de concurrence. À titre exceptionnel, des acquisitions pour des montants plus importants ont également été réalisées selon la procédure de gré à gré. Le chapitre 5.6. fournit des informations à ce sujet.

Plus que le nombre de procédures d'adjudication, ce qui est importe est d'attribuer la grande majorité des fonds en situation de concurrence. Ce principe a pu être suivi en 2018 aussi, comme les années précédentes : 77 % du montant total, soit 1,2 milliard de francs environ, ont été octroyés par l'OFROU dans le cadre de procédures ouvertes et 4 % selon une procédure sur invitation. La part du volume d'acquisitions faites en situation de concurrence a donc varié faiblement par rapport à 2017, de 1.5 %.

5.2. Volumes des contrats par catégorie d'achat

Contrats d'entreprise Routes nationales (catégorie d'achat 21.2)

	Nombre	∑ en millions
< 100'000	758	23.5
100'000 à < 2 millions	422	199.8
2 millions à < 5 millions	46	145.2
5 millions à < 10 millions	16	111.4
10 millions à < 50 millions	17	343.3
50 millions à < 100 million	3	205.3
≥ 100 millions	1	196.5
Total	1'263	1'225.1

Contrats de livraison Routes nationales (catégorie d'achat 21.2)

	Nombre	∑ en millions
< 50'000	15	0.3
50'000 à < 250'000	4	0.4
250'000 à < 1 million	1	0.4
1 million à < 5 millions	3	4.7
≥ 5 millions	-	-
Total	23	5.8

Contrats de prestations et de planification Routes nationales (catégorie d'achat 21.1)

	Nombre	∑ en millions
< 50'000	904	14.0
50'000 à < 250'000	588	64.2
250'000 à < 1 million	125	60.1
1 million à < 5 millions	66	131.0
≥ 5 millions	8	89.3
Total	1'691	358.6

Autres contrats, y c. informatiques

	Nombre	∑ en millions
< 50'000	134	1.4
50'000 à < 250'000	44	5.0
250'000 à < 1 million	14	8.7
1 million à < 5 millions	5	8.5
≥ 5 millions	-	-
Total	197	23.7

En 2018, l'OFROU a conclu des contrats d'une grande hétérogénéité en termes de volume dans presque toutes les catégories d'achat. Les petits contrats ont été les plus nombreux, mais les gros contrats ont dominé en termes de valeur. On peut en déduire que l'OFROU est un donneur d'ordre potentiel pour des entreprises de différentes tailles (voir aussi le nombre de partenaires contractuels au chap. 5.3.).

5.3. Nombre de partenaires (crédeurs) avec lesquels l'OFROU a conclu des contrats en 2018

	Nombre de partenaires contractuels	Dont CT / CI
Contrats d'entreprise RN (21.2.)	650	88
Contrats de prestations et de planification RN (21.1)	836	101
Contrats de livraison RN (21.2.)	23	-
Autres catégories d'achat	164	-
Total	1'673	189

Le tableau ci-dessus montre que l'OFROU a des relations d'affaires avec une multitude de partenaires. En 2018, il a conclu des contrats avec plus de 1600 entreprises différentes. Même sans prendre en considération les CT et les communautés d'ingénieurs (CI), qui sont comptabilisées comme des crédeurs séparés, il reste toujours plus de 1450 partenaires contractuels différents. L'éventail va des entreprises de construction actives sur la scène internationale à des entreprises ne comptant qu'une personne dans la branche informatique.

5.4. Adjudications les plus importantes en 2018

Contrats d'entreprise Routes nationales

En 2018, l'OFROU a adjugé quatre contrats d'entreprise pour un montant supérieur à 50 millions de francs.

Projet	Montant du contrat (en millions de francs, hors TVA)	Partenaire contractuel	Canton de provenance du partenaire contractuel	Publication de l'adjudication dans SIMAP
N01 Einhausung Schwamendingen	196.5	ARGE EHS c/o Implenia Schweiz AG 8050 Zürich	ZH	08.06.2018
N02 Baumeisterarbeiten Tunnel Spier – Verzweigung Lopper	82.6	ARGE A2 Hergiswil c/o Walo Bertschinger AG 8952 Schlieren	ZH	25.09.2018
N01 Kirchberg - Kriegstetten	68.9	ARGE Kiri c/o Kästli Bau AG 3072 Ostermundigen	BE	25.09.2019
N02 Baumeisterarbeiten reiden - Sursee	53.8	ARGE Zentra REISU c/o KIBAG Bauleistungen AG 4900 Langenthal	BE	26.09.2018

Contrats de prestations et de planification Routes nationales

En 2018, l'OFROU a adjugé quatre contrats de prestations et de planification pour des montants dépassant 10 millions de francs.

Projet	Montant du contrat (en millions de francs, hors TVA)	Partenaire contractuel	Canton de provenance du partenaire contractuel	Publication de l'adjudication dans SIMAP
N2 Secondo tubo San Gottardo	23.3	Consorzio IG Nuovo Gottardo c/o Lombardi SA Ingegneri Consulenti 6648 Minusio	TI	11.10.2018
Kleinandelfingen – Verzweigung Winterthur Nord	15.9	INGE FLH c/o Flückiger + Bosshard AG 8045 Zürich	ZH	31.08.2018
N28 Tunnel Gotschna	12.8	Implenia Schweiz AG 7004 Chur	GR	12.11.2018
N2 Secondo tubo San Gottardo	12.0	IG Duo c/o EBP Schweiz AG 8008 Zürich	ZH	18.09.2018

5.5. Adjudications 2018 par canton, en millions de francs (siège du partenaire contractuel)

	Contrats d'entreprise Routes nationales	Contrats de prestations et de planification Routes nationales	Contrats de livraison Routes nationales	Autres contrats, y. c. informatiques	Total per canton
Argovie	22.6	8.8	0.1	0.5	32.0
Appenzell Rhodes-Ext.	-	0.1	-	-	-
Appenzell Rhodes-Int.	-	-	-	-	-
Bâle-Campagne	11.7	5.6	1.2	0.4	18.9
Bâle-Ville	0.6	12.5	-	1.7	14.8
Berne	260.9	52.5	0.1	7.5	320.9
Fribourg	32.7	2.8	0.0	0.5	36.0
Genève	9.1	1.9	-	-	11.0
Glaris	3.7	0.2	-	-	3.8
Grisons	124.6	25.1	0.0	1.3	151.1
Jura	1.4	5.0	-	-	6.4
Lucerne	27.3	8.8	0.0	0.2	36.3
Neuchâtel	24.6	10.1	0.2	0.0	34.9
Nidwald	5.1	0.6	-	0.5	6.2
Obwald	5.8	1.1	-	-	7.0
Schaffhouse	4.1	0.6	-	0.1	4.7
Schwytz	11.3	1.2	-	0.0	12.4
Soleure	0.5	10.8	-	0.7	11.9
Saint-Gall	33.8	12.3	0.0	0.0	46.1
Thurgovie	2.5	1.6	-	-	4.1
Tessin	127.2	72.4	2.4	0.0	202.0
Uri	24.5	6.2	0.0	0.0	30.7
Valais	10.4	5.0	0.0	0.0	15.5
Vaud	27.4	16.0	-	2.1	45.5
Zoug	0.4	0.4	0.4	-	1.2
Zürich	437.9	96.5	0.2	8.3	542.9
Étranger	15.1	0.5	1.2	0.0	16.9
TOTAL	1'225.1	358.6	5.8	23.7	1'613.2

Le tableau ci-dessus montre que des adjudicataires de toutes les régions du pays profitent des marchés de l'OFROU. Les totaux les plus élevés concernent les cantons de Zurich, de Berne, du Tessin et des Grisons. Ce sont ces mêmes cantons qui ont obtenu des marchés importants (voir chap. 5.4.).

Même si les entreprises étrangères peuvent aussi participer aux appels d'offres ouverts, seuls 16,9 millions de francs (soit 1 % environ du montant des adjudications) sont allés à des adjudicataires étrangers.

5.6. Adjudications de gré à gré ayant dépassé la valeur seuil légale en 2018

Comme expliqué au chapitre 5.1., ce sont avant tout les marchés de moindre envergure qui sont attribués dans le cadre d'une procédure de gré à gré. Les limites correspondantes, aussi appelées « valeurs seuils », sont fixées dans l'OMP (voir chap. 4, question 1). La procédure de gré à gré peut à titre exceptionnel aussi être utilisée avec des montants plus importants. Les exceptions sont définies de manière exhaustive aux art. 13 et 36 de l'OMP. L'OFROU interprète ces dispositions de manière restrictive. Toutefois, il est parfois contraint d'adjuger des marchés d'envergure dans le cadre de procédures de gré à gré. Ainsi, dans le cas des avenants (par ex. pour cause de modifications des commandes suite à des événements imprévisibles ou imprévus), changer de partenaire contractuel en cours de projet pourrait engendrer des coûts élevés, des risques importants ou une grande perte de temps.

En 2018, 79 des 2694 procédures de gré à gré (voir tableau au chap. 5.1.) dépassaient la valeur seuil légale. En termes de valeur, 279.9 millions de francs ont été attribués au total dans le cadre de procédures de gré à gré, dont 78.3 millions de francs dans le cadre de procédures dépassant la valeur seuil.

Le tableau ci-après comporte la liste des procédures de gré à gré suivies par l'OFROU en 2018 sur la base des dispositions exceptionnelles.

Procédures de gré à gré ayant dépassé la valeur seuil du 01.01.2018 au 31.12.2018

Was wurde beschafft? (Kat. 1 bis 22 in Anlehnung an Org-VöB/VILB)	Betrag in CHF exkl. MWST	Nachtrag	Neuvertrag	Auftragnehmer	Beschreibung der Vergabe	Begründung mit Bezug auf Artikel BöB/VöB	fachliche Begründung
21.2 Bauten Nationalstrassen, Bauleistungen inkl. Honorare	11'740'000.00		x	Schweizerische Bundesbahnen SBB,	N02, 080126, EP SCHÄNZL, EP Schänzli / Leistungen SBB - Arbeiten SBB 2018, Miet- und Unterhaltskosten Hilfsbrücken SBB 2018 - 2020, Kosten Langsamfahrstellen 2018 - 2020	Gemäss Art. 13 Abs. 1 lit. c VöB.	Als Anlageneigentümerin verlangt die SBB, dass sämtliche Arbeiten an der Bahninfrastruktur via SBB getätigt werden. Auch der Auf-, Abbau und Betrieb von Langsamfahrstellen ist ein Eingriff in den Betrieb der SBB. Die notwendigen Arbeiten können daher nur durch die SBB erbracht werden.
21.2 Bauten Nationalstrassen, Bauleistungen inkl. Honorare	5'888'877.00	X		ARGE ZOE-IC	N01/42 UPlaNS/PUN Verzweigung ZH Ost-Effretikon, Baumeister Hauptarbeiten TRA	Art. 13 Abs. 1 lit. h VöB	Der Auftraggeber wies in der Ausschreibung vom 23.03.2017 des im offenen Verfahren vergebenen Grundauftrags auf die mögliche freihändige Vergabe weiterer Bauaufträge hin. Der vorliegende Nachtrag betrifft dieselben Leistungen wie diejenigen des Grundauftrags (Baumeisterarbeiten im Tief-/Strassenbau: NPK 103-286). Daher war die Anforderung an die Gleichartigkeit erfüllt sind und der Nachtrag wurde gestützt auf Art. 13 Abs. 1 lit. h VöB dem ursprünglichen Anbieter vergeben.
21.1 Bauten Nationalstrassen, Honorare ohne weitere Bauleistungen	5'052'185.18	X		INGE Gallus TKG	N01/54, 55 UPlaNS SG West - SG Ost NO Planer TKG (Trasse, Kuba, Geotechnik)	Art. 13 Abs. 1 lit. c VöB	Der ursprüngliche Anbieter hatte in einem offenen Verfahren den Zuschlag erhalten. Die im Projekt nötigen Mehrleistungen hatten ihre Ursache in den anspruchsvollen logistischen und geologischen Verhältnissen. Aufgrund der dadurch entstandenen hohen koordinationsintensiven Komplexität und unter Würdigung aller Umstände kam insbesondere aus technischen und wirtschaftlichen Gründen nur der bisherige Anbieter in Frage. Es gab keine angemessene Alternative. Ein Wechsel des Planers hätte Mehrkosten von rund 6.0 Mio. CHF verursacht, was wirtschaftlich nicht verantwortbar gewesen wäre.

Was wurde beschafft? (Kat. 1 bis 22 in Anlehnung an Org-VöB/VILB)	Betrag in CHF exkl. MWST	Nachtrag	Neuvertrag	Auftragnehmer	Beschreibung der Vergabe	Begründung mit Bezug auf Artikel BöB/VöB	fachliche Begründung
21.1 Bauten Nationalstrassen, Honorare ohne weitere Bauleistungen	4'317'838.00	X		IG TP2-TUZ	N01/54, 55 UPlaNS SG West - SG Ost, NO PV TUZ (Tunnel / Zentralen)	Art. 13 Abs. 1 lit. c VöB	Der ursprüngliche Anbieter hatte in einem offenen Verfahren den Zuschlag erhalten. Aufgrund der anspruchsvollen logistischen und geologischen Verhältnisse wurden im Projekt Mehrleistungen nötig. Die hohe koordinationsintensive Komplexität führte unter Würdigung aller Umstände dazu, dass insbesondere aus technischen und wirtschaftlichen Gründen nur der bisherige Anbieter in Frage kam und es keine angemessene Alternative gab. Durch einen Wechsel des Planers wären wirtschaftlich nicht verantwortbare Mehrkosten von rund 6.0 Mio. CHF entstanden.
21.2 Bauten Nationalstrassen, Bauleistungen inkl. Honorare	4'257'395.10	X		Walo Bertschinger AG	F4 GEVII Beläge, Belagsmassnahmen 2018	Art. 13 Abs. 1 lit. h VöB	Der Auftraggeber wies in der Ausschreibung vom 30. März 2016 des im offenen Verfahren vergebenen Grundauftrags auf die mögliche freihändige Vergabe weiterer Bauaufträge hin. Der vorliegende Nachtrag betrifft dieselben Leistungen, wie diejenigen des Grundauftrags und umfasst nur Mengenänderungen bereits im Werkvertrag vorhandener Leistungspositionen (zusätzliche Sanierungsmassnahmen im Rahmen der Belagssanierungsarbeiten 2016 - 2017). Daher war die Anforderung an die Gleichartigkeit erfüllt und der Nachtrag wurde gestützt auf Art. 13 Abs. 1 lit. h VöB dem ursprünglichen Anbieter vergeben.
21.2 Bauten Nationalstrassen, Bauleistungen inkl. Honorare	3'494'006.60	X		Eberhard Bau AG	080247, Baumeister Hauptarbeiten	Art. 13 Abs. 1 lit. h VöB	Die Auftraggeberin wies in der Ausschreibung vom 02.06.2017 des im offenen Verfahren vergebenen Grundauftrags auf die mögliche freihändige Vergabe weiterer Bauaufträge hin. Der vorliegende Nachtrag betrifft dieselben Leistungen wie diejenigen des Grundauftrags. Daher war die Anforderung an die Gleichartigkeit erfüllt und der Nachtrag wurde gestützt auf Art. 13 Abs. 1 lit. h VöB dem ursprünglichen Anbieter vergeben.

Was wurde beschafft? (Kat. 1 bis 22 in Anlehnung an Org-VöB/VILB)	Betrag in CHF exkl. MWST	Nachtrag	Neuvertrag	Auftragnehmer	Beschreibung der Vergabe	Begründung mit Bezug auf Artikel BöB/VöB	fachliche Begründung
21.1 Bauten Nationalstrassen, Honorare ohne weitere Bauleistungen	3'137'940.00		X	Groupement GIBS	170024 - OpSi_Elaboration des DS F1_mandataires à la production - Lot 3 (ID 5025)	Selon art. 13 al. 1 let. a OMP	Procédure de gré à gré faisant suite à une procédure ouverte sans soumissionnaire qualifié et donc interrompue
21.1 Bauten Nationalstrassen, Honorare ohne weitere Bauleistungen	2'449'910.00	X		Jauslin Stebler AG	N01/54, 55 UPlaNS SG West - SG Ost, BHU - MK bis Realisierung	Art. 13 Abs. 1 lit. c VöB	Der ursprüngliche Anbieter hatte in einem offenen Verfahren den Zuschlag erhalten. Im Projekt wurden Mehrleistungen nötig. Es herrschten anspruchsvolle logistische und geologische Verhältnisse, welche eine hohe, koordinationsintensive Komplexität aufwiesen. In Würdigung aller Umstände, insbesondere aus technischen und wirtschaftlichen Gründen, kam nur der bisherige Anbieter in Frage und es gab keine angemessene Alternative. Ein Wechsel des BHU hätte Mehrkosten von rund CHF 6.0 Mio. verursacht, was wirtschaftlich nicht verantwortbar gewesen wäre.
21.2 Bauten Nationalstrassen, Bauleistungen inkl. Honorare	2'354'774.21	x		ARGE N4 EP KÜBRU	N04, 080210, EP KÜBRU, EP Küssnacht - Brunnen / Baumeister Abschnitt 2 - Nachtrag	Gemäss Art. 13 Abs. 1 lit. h VöB	Zusätzliche Bauleistungen, die sich auf einen Grundauftrag beziehen. In der Ausschreibung für das Grundprojekt wurde darauf hingewiesen, dass für solche Zusatzleistungen das freihändige Verfahren angewandt werden kann.
21.1 Bauten Nationalstrassen, Honorare ohne weitere Bauleistungen	2'268'995.81	X		Consorzio CGR	N13 EP18 Contournement de Roveredo GR	Art. 13, al. 1, lit. c OAPub.	Le interfacce operative fra le lavorazioni in sotterraneo sono strettamente connesse e interdipendenti fra loro. Solo il consorzio esecutore poteva garantire l'interscambiabilità di materiale e delle prestazioni offerte, garantendo efficacemente il rispetto dei tempi produttivi e di riflesso il mantenimento dei costi previsti. Un cambiamento di offerente non era possibile in quanto non vi era un'adeguata alternativa, in quanto vi sono delle conseguenze e dei maggiori dispendi/spese a livello finanziario (ca. 2 Mio CHF) tecnico, personale ed organizzativo.

Was wurde beschafft? (Kat. 1 bis 22 in Anlehnung an Org-VöB/VILB)	Betrag in CHF exkl. MWST	Nachtrag	Neuvertrag	Auftragnehmer	Beschreibung der Vergabe	Begründung mit Bezug auf Artikel BöB/VöB	fachliche Begründung
21.1 Bauten Nationalstrassen, Honorare ohne weitere Bauleistungen	2'145'495.00	X		IG Brüniger BSA Murg-Walenstadt	N03/76 UPlaNS Murg-Walenstadt, PV BSA, Phase MK bis IBN	Art. 13 Abs. 1 lit. c VöB	Der ursprüngliche Anbieter hatte in einem offenen Verfahren den Zuschlag erhalten. Im Projekt wurden Mehrleistungen wie Nacharbeit und Gegenverkehrsregime erforderlich. Aufgrund der Grösse sowie der Komplexität der Massnahmen im Bereich der Betriebs- und Sicherheitsausrüstung in der Höhe von rund 60 Mio. CHF, aufgeteilt in rund 25, teilweise die Vor- und Hauptarbeiten übergreifende Lose, bedurfte es dieser zentral koordinierten Projektverfassung. Ein Wechsel des Planers hätte Mehrkosten von rund CHF 500'000.- verursacht. In Würdigung aller Umstände, insbesondere aus technischen sowie wirtschaftlichen, Gründen kam daher nur der ursprünglich Anbieter in Frage und es gab keine angemessene Alternative.
21.2 Bauten Nationalstrassen, Bauleistungen inkl. Honorare	2'143'068.00		x	Telematix AG	N03, 080342, TUBÖ TUSI, Bözbergtunnel Erhöhung Tunnelsicherheit / Los 019 NT-Anlage	Gemäss Art. 13 Abs. 1 lit. c VöB.	Die Einbindung der Notfalltechnik-Anlage im Bözbergtunnel kann nur in die bestehende NT-Anlage im Kanton Aargau erfolgen; eine Einbindung von Fremdsystemen ist nicht möglich und die Sicherheit der Verkehrsteilnehmenden könnte nicht mehr garantiert werden. Entsprechend kann nur der Lieferant der bestehenden NT-Anlage im Kanton Aargau die Einbindung der NT-Anlagen des Bözbergtunnels vornehmen.

Was wurde beschafft? (Kat. 1 bis 22 in Anlehnung an Org-VöB/VILB)	Betrag in CHF exkl. MWST	Nachtrag	Neuvertrag	Auftragnehmer	Beschreibung der Vergabe	Begründung mit Bezug auf Artikel BöB/VöB	fachliche Begründung
21.1 Bauten Nationalstrassen, Honorare ohne weitere Bauleistungen	1'630'000.00	X		Consorzio di ingegneri Valascia Gallerie	N2 EP04 Airolo-Quinto, prestations d'ingénieur civil Tunnels	Art. 13 cpv 1 lit. c OAPub	Le prestazioni dell'aggiunta riguardano le fasi MP/DP, appalto ed esecuzione dovute ai maggiori oneri dovuti a imprevisti geologici e geotecnici occorsi nella fase realizzativa. Il progetto ha subito importanti modifiche non prevedibili al momento dell'appalto iniziale. Interrompere il mandato avrebbe comportato un grave ritardo dell'inizio lavori, rispettivamente una interruzione dei lavori già in corso, con conseguenze economiche e disturbi al traffico sproporzionati. Non vi era quindi un'adeguata alternativa che garantisse una continuità del progetto, in quanto vi sarebbero state delle conseguenze e dei maggiori dispendi a livello finanziario (circa 250'000 CHF), tecnico e personale.
21.1 Bauten Nationalstrassen, Honorare ohne weitere Bauleistungen	1'270'000.00		X	INGE K12plus	N01/40 UPlaNS ZH Unterstrass - ZH Ost EHS Ingenieurleistungen Umlegung ASIG	Art. 13 Abs. 1 lit. c VöB	Vorliegend wurden zusätzliche, von bereits abschliessend definierten Bauabläufen abhängige Massnahmen erforderlich. Aus Platz- und Betriebsgründen konnten diese zusätzlichen Massnahmen nur in den entsprechenden Bau- und Verkehrsphasen realisiert werden. Zudem liess sich aufgrund der ganzheitlichen Betrachtung auch keine vernünftige Haftungsabgrenzung vornehmen. Ein Anbieterwechsel wäre folglich aus technischen Gründen weder verhältnismässig gewesen, noch hätte die Realisierung der Einhausung Schwamendingen stabil und der Planung entsprechend erfolgen können. Es kam daher nur ein Anbieter in Frage und es gab keine angemessene Alternative.

Was wurde beschafft? (Kat. 1 bis 22 in Anlehnung an Org-VöB/VILB)	Betrag in CHF exkl. MWST	Nachtrag	Neuvertrag	Auftragnehmer	Beschreibung der Vergabe	Begründung mit Bezug auf Artikel BöB/VöB	fachliche Begründung
21.2 Bauten Nationalstrassen, Bauleistungen inkl. Honorare	1'202'561.00		X	HOCHTIEF Engineering GmbH	N28 UH TU Gotschna	Art. 13 lit. c VöB.	Bei Sanierung des Tunnels wurde die Anwendung einer Knautschzone eingehend studiert und abgewogen. Es wurden verschiedene Materialien auf ihre Eignung in umfassenden Versuchen hinsichtlich Tragfähigkeit beim Einbau, Last-Verformungsverhalten, Wasserleitfähigkeit und Sulfatbeständigkeit untersucht. Als einziges Material erfüllt das "COMPEX-Knautschmaterial" alle geforderten Eigenschaften. Die Herstellung/Lieferung erfolgt über die Firma HOCHTIEF GmbH mit Material der Firma Schretter & Cie GmbH in einem festgelegten Produktionsprozess. Das vorevaluierte Material kann durch keinen anderen Unternehmer geliefert werden
21.3 IKT für die Bestandteile der Nationalstrassen	863'000.00	X		ASE Analysis Simulation Engineering AG	Betrieb und Wartung Software FA BSAS (Fachapplikation Betriebs- und Sicherheitsausrüstungen Sofortlösung)	Art. 13 Abs. 1 lit. c. VöB	ASE AG, welche die Wartung ausführt, ist der Entwickler und der Eigentümer der Sofortlösung Betriebs- und Sicherheitsausrüstungen (FA BSAS). Eine Vergabe an einen anderen Lieferanten ist aus Urheberrechtlichen und technischen Gründen nicht möglich.
21.1 Bauten Nationalstrassen, Honorare ohne weitere Bauleistungen	758'800.00	X		Groupement TCIN	N01.02 080177 Upn.Ferney - Coppet - APR EK UPlANS Ferney-Coppet	Adjudication selon l'article 13 alinéa 1 lettre f.	Le marché de base a été adjudgé en procédure ouverte. Compte tenu des spécificités du projet. l'interchangeabilité ne pouvait être garantie que par la poursuite du mandat attribué.
21.2 Bauten Nationalstrassen, Bauleistungen inkl. Honorare	750'120.00	x		Sopra Steria SA	N03, 080342, TUBÖ TUSI, Bözbergtunnel Erhöhung Tunnelsicherheit / Los 020 Integration sämtlicher BSA-Anlagesteuerungen in das neue BLS GE VIII - Nachtrag	Gemäss Art. 13 Abs. 1 lit. f VöB.	Die Anlagesteuerung des neuen Bözbergtunnels muss ins bestehende Kommunikationssystem der Gebietseinheit integriert werden, was nur vom Lieferanten des bestehenden Kommunikationssystems vorgenommen werden kann. Bei einem Anbieterwechsel müssten alle schon vorhandenen Kommunikationssysteme ausgetauscht werden, was unverhältnismässige Kosten mit sich bringen würde.

Was wurde beschafft? (Kat. 1 bis 22 in Anlehnung an Org-VöB/VILB)	Betrag in CHF exkl. MWST	Nachtrag	Neuvertrag	Auftragnehmer	Beschreibung der Vergabe	Begründung mit Bezug auf Artikel BöB/VöB	fachliche Begründung
21.1 Bauten Nationalstrassen, Honorare ohne weitere Bauleistungen	739'685.55		X	GVH Tramelan SA	N00.F2 EP 2017-2021, Ponts sur le Rhône St. Maurice - renforcements / spécialiste national	Art. 13 Abs. 1 lit. d VöB	Wegen eines technischen Fehlers (Blasenbildung auf den Stahlprofilen) nahmen die Kräfte in den Schrägseilen der Ponts sur le Rhône à St-Maurice immer mehr zu. Das Problem wurde erst 2017 festgestellt. Es bestand die Gefahr des Totalversagens beider Brücken. In der Folge hat das ASTRA mehrere Massnahmen zur Gewährleistung der Sicherheit und der Verkehrsleistung auf den Brücken ergriffen und insb. ein Monitoring vorgesehen. Das Monitoring musste zwingend noch vor der Wintersportsaison im Dezember 2017 operationell sein. Die notwendigen Verstärkungsmassnahmen mussten im April 2018 umgesetzt werden. Daher war es nicht möglich, um ein offenes Verfahren für die Beschaffung der nötigen Spezialisten durchzuführen.
21.1 Bauten Nationalstrassen, Honorare ohne weitere Bauleistungen	720'250.00		X	GROUPEMENT GUMA	N00.F2 Erhaltungsplanung 2017-2021 Datenbank-Unterstützer K und T/G	Art. 13 Abs. 1 lit. a VöB	Da im vorgehenden, offenen Verfahren (öffentliche Ausschreibung auf Simap vom 18.06.2018) keine geeigneten Angebote eingegangen sind - kein Anbieter erfüllte sämtliche Eignungskriterien - ist der Vertrag gemäss Art. 13 Abs. 1 lit. a VöB freihändig zu vergeben.
21.1 Bauten Nationalstrassen, Honorare ohne weitere Bauleistungen	710'133.00	x		LBP AG	N01, 090090 EP Reusstal - Neuenhof Zusatzleistungen PV BSA NACHTRAG	Gem. Art. 36 II d VöB	Die Grundbeschaffung wurde im offenen Verfahren vergeben. Die Projektierungsarbeiten der BSA im EP Reusstal bedingen vertiefte technische Kenntnisse der bis jetzt getätigten Arbeiten und der Rahmenbedingungen. Nur der bisherige Leistungserbringer verfügt über die notwendigen technischen Kenntnisse und kann die Einbindung in die bereits getätigten Anpassungen an der Anlage sicherstellen.

Was wurde beschafft? (Kat. 1 bis 22 in Anlehnung an Org-VöB/VILB)	Betrag in CHF exkl. MWST	Nachtrag	Neuvertrag	Auftragnehmer	Beschreibung der Vergabe	Begründung mit Bezug auf Artikel BöB/VöB	fachliche Begründung
21.1 Bauten Nationalstrassen, Honorare ohne weitere Bauleistungen	672'000.00		X	Von Ro Cerdeira SA	N00.F2 Erhaltungsplanung 2017 - 2021, Ponts sur le Rhône à St-Maurice - échafaudages, ponts amont et pont aval	Art. 13 Abs. 1 lit. d VöB	<p>Wegen eines technischen Fehlers (Blasenbildung auf den Stahlprofilen) nehmen die Kräfte in den Schrägseilen der Ponts sur le Rhône à St-Maurice immer mehr zu. Das Problem wurde erst 2017 festgestellt. Es bestand die Gefahr des Totalversagens beider Brücken. In der Folge hat das ASTRA mehrere Massnahmen zur Gewährleistung der Sicherheit und der Verkehrsleistung auf den Brücken ergriffen und insb. ein Monitoring vorgesehen, wozu die Errichtung eines Gerüsts notwendig war.</p> <p>Das Monitoring musste zwingend noch vor der Wintersportsaison im Dezember 2017 operationell sein. Die notwendigen Verstärkungsmassnahmen mussten im April 2018 umgesetzt werden. Daher war es nicht möglich, um ein offenes Verfahren für die Beschaffung des Gerüstbauers durchzuführen. .</p>
21.2 Bauten Nationalstrassen, Bauleistungen inkl. Honorare	666'424.50	x		ARGE VLS OT BS Signale	N02, 120065, EP OT, Erhaltungsprojekt Osttangente Basel / Lieferung und Montage Signalisationsmittel inkl. Radar und Barrieren - Nachtrag	Gemäss Art. 13 Abs. 1 lit. f VöB	<p>Im Bereich des Tunnels Schwarzwald muss aufgrund von Bauarbeiten Gegenverkehr eingerichtet werden, weshalb das bestehende Verkehrsleitsystem erweitert werden muss. Nur der Lieferant des bestehenden Verkehrsleitsystems verfügt über die technischen Voraussetzungen, um diese Erweiterung vorzunehmen, damit die Einheitlichkeit und der Gewährleistungsschutz der bestehenden Anlage aufrechterhalten werden kann. Bei einem Anbieterwechsel müsste das bestehende Verkehrsleitsystem ausgewechselt werden, was unverhältnismässige Kosten mit sich bringen würde.</p>
21.1 Bauten Nationalstrassen, Honorare ohne weitere Bauleistungen	638'322.43	X		INGE GaBuTu-BSA	N04/06, Tunnel Galgenbuck, Neubau, Projektverfasser BSA	Art. 13 Abs. 1 lit. c VöB	<p>Der ursprüngliche Anbieter hatte in einem offenen Verfahren den Zuschlag erhalten. Der bisherige Anbieter verfügte über fundierte Kenntnisse projektspezifischer und technischer Natur. Diese waren für die nahtlose Weiterführung der Projektierung von grösster Wichtigkeit. Bei einem Anbieterwechsel hätte die Gefahr</p>

Was wurde beschafft? (Kat. 1 bis 22 in Anlehnung an Org-VöB/VILB)	Betrag in CHF exkl. MWST	Nachtrag	Neuvertrag	Auftragnehmer	Beschreibung der Vergabe	Begründung mit Bezug auf Artikel BöB/VöB	fachliche Begründung
							bestanden, dass wichtiges Know-How des aktuellen Anbieters verloren ginge und erhebliche Rechtsunsicherheit im Zusammenhang mit Haftungsabgrenzungen entstände. In Würdigung aller Umstände, insbesondere aus technischen und wirtschaftlichen Gründen, kam nur der bisherige Anbieter in Frage und es gab keine angemessene Alternative. Ein Wechsel des Anbieters hätte zu einer unverhältnismässigen Kostensteigerung von rund CHF 150'000.- geführt.
21.1 Bauten Nationalstrassen, Honorare ohne weitere Bauleistungen	614'745.30	X		Groupement IMR	N01 - Upn. Faoug - Kerzers - Etudes GC (T/U - K - T/G), y c. coordination interdomaines pour le tronçon Faoug-Löwenberg	Adjudication selon l'article 13 al. 1 let f OMP	Le marché de base (prestations de mandataire, planification BSA) a été adjudgé en procédure ouverte. Le projet BSA a subi des modifications importantes. Le changement de mandataire au bénéfice d'un savoir spécifique au projet aurait provoqué une interruption des tests et de la mise en service des nouvelles installations, ainsi qu'un risque de défaillance des installations BSA. Confier le mandat complémentaire au prestataire originaire était nécessaire pour garantir la sécurité de l'exploitation des tunnels tout en respectant le principe de la gestion économique des fonds publics.
21.1 Bauten Nationalstrassen, Honorare ohne weitere Bauleistungen	606'850.00	X		Groupement IJA- BR plus	N09 Ant. Vallorbe - Essert-Pittet Sécurisation trafic (étape 2) - Prestations d'ingénierie domaines T/U et K. Phases MP à 53	Adjudication selon l'article 13 al. 1 let d OMP	Suite à une dégradation imprévue de l'état de l'infrastructure routière sur le tronçon autoroutier N09, il a fallu modifier de manière significative le projet d'exécution, que ce soit au niveau du tracé (T/U) ou des ouvrages d'art (K). Ces prestations n'étaient pas prévues dans l'appel d'offres initial et ont été constatées après l'hiver 2017/2018. Afin de garantir la sécurité des usagers devait être garantie avant l'hiver 2018/2019, il a été nécessaire d'agir vite et de planifier sans attendre les adaptations de projet nécessaires.

Was wurde beschafft? (Kat. 1 bis 22 in Anlehnung an Org-VöB/VILB)	Betrag in CHF exkl. MWST	Nachtrag	Neuvertrag	Auftragnehmer	Beschreibung der Vergabe	Begründung mit Bezug auf Artikel BöB/VöB	fachliche Begründung
21.2 Bauten Nationalstrassen, Bauleistungen inkl. Honorare	584'437.45	x		ARGE Komplet	N04, 080208, EP Mositunnel, Baumeisterarbeiten, Druckreduzierschacht	Gem. Art. 13 Abs. 1 lit h VöB	Die Auftraggeberin wies in der Ausschreibung des im offenen Verfahren vergebenen Grundauftrages auf die mögliche freihändige Vergabe weiterer Bauaufträge hin. Der vorliegende Nachtrag betrifft dieselben Leistungen, wie diejenigen des Grundauftrages und umfasst nur Mengenänderungen bereits im Werkvertrag vorhandener Leistungspositionen. Daher ist die Anforderung an die Gleichartigkeit erfüllt sind und der Nachtrag wird gestützt auf Art. 13 Abs. 1 lit. h VöB der ursprünglichen Anbieterin vergeben.
21.2 Bauten Nationalstrassen, Bauleistungen inkl. Honorare	564'323.00	x		Sopra Steria SA	N02, 080008, EP STB, Sanierungstunnel Belchen STB / Los 61 AR-BLS	Gemäss Art. 13 Abs. 1 lit. f VöB.	Das Betriebsleitssystem für den Belchentunnel muss in das bestehende Anlagensteuerungssystem integriert werden. Damit die Kompatibilität mit dem bestehenden Anlagensteuerungssystem sichergestellt werden kann, müssen diese Arbeiten zwingend vom Lieferanten des bestehenden Systems erbracht werden. Bei einem Anbieterwechsel müsste das bestehende Anlagensteuerungssystem ausgewechselt werden, was unverhältnismässige Kosten mit sich bringen würde.
21.1 Bauten Nationalstrassen, Honorare ohne weitere Bauleistungen	548'928.75	X		ARGE TTS	N03/76 UPlaNS Murg- Walenstadt, Vorarbeiten Signalportale, Baumeister	Art. 13 Abs. 1 lit. h VöB	Die Auftraggeberin wies in der Ausschreibung vom 01.02.2017 des im offenen Verfahren vergebenen Grundauftrages auf die mögliche freihändige Vergabe weiterer Bauaufträge hin. Der vorliegende Nachtrag betrifft dieselben Leistungen, wie diejenigen des Grundauftrags und umfasst nur Mengenänderungen bereits im Werkvertrag vorhandener Leistungspositionen. Daher war die Anforderung an die Gleichartigkeit erfüllt und der Nachtrag wurde gestützt auf Art. 13 Abs. 1 lit. h VöB dem ursprünglichen Anbieter vergeben.

Was wurde beschafft? (Kat. 1 bis 22 in Anlehnung an Org-VöB/VILB)	Betrag in CHF exkl. MWST	Nachtrag	Neuvertrag	Auftragnehmer	Beschreibung der Vergabe	Begründung mit Bezug auf Artikel BöB/VöB	fachliche Begründung
21.2 Bauten Nationalstrassen, Bauleistungen inkl. Honorare	528'792.20	X		Implenia Schweiz AG	N01 - Upn. Bernex - Ferney VoMa Chambres et couvercles - Tunnels Confignon-Vernier et tranchée de Chèvres - Lot 4	Article 13 al. 1 let h OMP	Le marché subséquent est lié au contrat de base ayant fait l'objet d'une procédure ouverte et dans le cadre de laquelle il était spécifié que l'adjudicateur se réserve le droit d'attribuer de tels marchés, selon la procédure de gré à gré. Il s'agit d'une offre complémentaire de l'Entreprise pour des travaux non prévus dans l'appel d'offres
21.1 Bauten Nationalstrassen, Honorare ohne weitere Bauleistungen	506'026.45		X	AC Contrôle Sàrl	N01.02 080162 JAG - Laboratoire du maître d'ouvrage Métal (ID 5185)	Adjudication selon l'article 13 al. 1 let a OMP	Procédure de gré à gré faisant suite à une procédure ouverte sans soumissionnaire qualifié et donc interrompue
21.1 Bauten Nationalstrassen, Honorare ohne weitere Bauleistungen	501'224.40	X		IG ABBA	N01.24 EP Kirchberg- Kriegstetten, Gesamtplaner MK und MP - Nachtrag 5	Art. 13 Abs. 1 Lit. c VöB	Der ursprüngliche Anbieter hat in einem offenen Verfahren den Zuschlag erhalten. Im Projekt sind Mehrleistungen zu den bereits beauftragten Grundleistungen nötig geworden. Dank seiner vertieften technischen Kenntnisse des Projektes (Anpassungen Grundwasserschutzmauern, Anrall SBB Überführungen, Einbezug SABA) bietet der bisherige Anbieter auch wirtschaftlich die beste Alternative. Ein Wechsel des Planer würde Mehrkosten verursachen, was wirtschaftlich nicht verantwortbar wäre.
21.1 Bauten Nationalstrassen, Honorare ohne weitere Bauleistungen	498'409.00	X		RGR Robert- Grandpierre et Rapp SA	N05 - Upn. Colombier- Cornaux - Ingénieur trafic PR	Adjudication selon l'article 13 al. 1 let f	Le marché de base (prestations d'agent de sécurité de chantier) a été adjudgé en procédure ouverte. Ce marché subséquent a été engendré par des demandes supplémentaires de la police en cours des travaux pour augmenter la sécurité sur le chantier. Il n'était pas possible, sans perte de qualité (know-how), d'attribuer ces nouvelles prestations à un autre agent de sécurité. De plus, il était impensable d'interrompre le chantier pendant la durée de l'appel d'offres au vu des conséquences financières disproportionnées.

Was wurde beschafft? (Kat. 1 bis 22 in Anlehnung an Org-VöB/VILB)	Betrag in CHF exkl. MWST	Nachtrag	Neuvertrag	Auftragnehmer	Beschreibung der Vergabe	Begründung mit Bezug auf Artikel BöB/VöB	fachliche Begründung
21.1 Bauten Nationalstrassen, Honorare ohne weitere Bauleistungen	497'760.00		X	Studio d'ingegneria G. Dazio & Associati	N00.F2 160002 F2 Erhaltungsplanung 2017 - 2021 - Erdbebenexperte EP F + PM	Art. 13 Abs. 1 lit. c VöB	Weil der Erdbebenexperte einschlägiges Fachwissen und Erfahrung von nationalem und internationalem Niveau haben muss, eine langfristige Vertragsbindung aus Altersgründen mit ihm möglich sein muss und er Deutsch und Französisch verhandlungssicher beherrschen muss, ist der Auftrag gemäss Art. 13 Abs. 1 Buchstabe c VöB freihändig zu vergeben.
21.1 Bauten Nationalstrassen, Honorare ohne weitere Bauleistungen	485'000.00	X		INGE K2 Locher Ingenieure AG	070191 N03/70 UPlaNS Weesen - Murg (Kerenzerberg), PV Tunnel/Sisto (PV-TP2)	Art. 13 Abs. 1 lit. c VöB	Der ursprüngliche Anbieter hatte in einem offenen Verfahren den Zuschlag erhalten. Aufgrund diverser technisch bedingter Umgestaltungen und einer umfangreichen geologischen Sondierungskampagne konnte das Ausführungsprojekt Sicherheitsstollen erst mit einer Verspätung von zwei Jahren aufgelegt werden. Die Phase 31/33 wurde dadurch wesentlich aufwändiger als ursprünglich erwartet. Da der bisherige Anbieter über elementare projektspezifische Kenntnisse technischer Natur verfügte, bestand aus technischen sowie wirtschaftlichen Gründen keine angemessene Alternative. Ein Wechsel des Anbieters hätte zudem zu unverhältnismässig hohen Mehrkosten von rund CHF 150'000.- geführt.
21.1 Bauten Nationalstrassen, Honorare ohne weitere Bauleistungen	462'550.00	X		IG ZOE	080425 N01/42 UPlaNS Verzweigung ZH Ost- Effretikon, Projektierung/öBL VA+HA	Art. 13 Abs. 1 lit. c VöB	Der ursprüngliche Anbieter hatte in einem offenen Verfahren den Zuschlag erhalten. Im Projekt wurden Mehrleistungen nötig. Nur der bisherige Anbieter konnte sicherstellen, dass es aufgrund des komplexen Systems mit diversen Schnittstellen zu anderen Projektkomponenten nicht zu qualitativen Einbussen, einer Schnittstellenerhöhung und einer unverhältnismässigen Kostensteigerung kam. In Würdigung aller Umstände, insbesondere aus technischen und wirtschaftlichen Gründen, kam nur der bisherige Anbieter in Frage und es gab keine angemessene Alternative. Ein Wechsel des Anbieters hätte zu

Was wurde beschafft? (Kat. 1 bis 22 in Anlehnung an Org-VöB/VILB)	Betrag in CHF exkl. MWST	Nachtrag	Neuvertrag	Auftragnehmer	Beschreibung der Vergabe	Begründung mit Bezug auf Artikel BöB/VöB	fachliche Begründung
							einer unverhältnismässigen Kostensteigerung von rund CHF 150'000.- geführt.
21.1 Bauten Nationalstrassen, Honorare ohne weitere Bauleistungen	459'700.00	X		IFEC ingegneria SA	N2 Secondo tubo San Gottardo	Art. 13, cpv. 1 lit. c OAPub.	<p>Le opposizioni inoltrate contro il progetto comportano un impegno accresciuto nelle tematiche ambientali. Per rispettare le tempistiche è poi necessario che l'attuale consulente ambientale fornisca prestazioni preparatorie per la fase di progetto di dettaglio, in attesa del nuovo addetto.</p> <p>Queste prestazioni possono essere eseguite unicamente dall'attuale consulente ambientale, sia dal punto di vista tecnico sia finanziario, dal momento che dispone già di tutte le conoscenze approfondite e dei contatti con gli enti coinvolti. Non vi è quindi un'adeguata alternativa, in quanto vi sono delle conseguenze e dei maggiori dispendi/spese a livello finanziario (stimati in circa 90'000 CHF), tecnico e personale.</p>
21.1 Bauten Nationalstrassen, Honorare ohne weitere Bauleistungen	458'640.00	X		IG AWHZ Amstein + Walthert Progress AG	100141 N04/06, 08, Tunnel Cholfirst/Fäsenstaub, Er. BSA, PV MP bis IBN	Art. 13 Abs. 1 lit. c VöB	<p>Der ursprüngliche Anbieter hatte in einem offenen Verfahren den Zuschlag erhalten. Bei der Realisierung zeigte sich, dass zur unterbrechungsfreien Umsetzung des Projekts ein erweitertes Stundenbudget des Projektverfassers erforderlich war. Nur mit dem bisherigen Anbieter konnte sichergestellt werden, dass die Sanierung der Sicherheitsanlagen verzögerungsfrei vorgenommen werden konnte. Bei einem Anbieterwechsel hätte ein wesentlicher Verlust seines Know-Hows und seiner projektrelevanten technischen Kenntnisse hingenommen werden müssen. In Würdigung aller Umstände, insbesondere aus technischen und wirtschaftlichen Gründen, kam nur der bisherige Anbieter in Frage und es gab keine angemessene Alternative. Ein Wechsel des Anbieters hätte zu einer unverhältnismässigen Kostensteigerung von rund CHF 500'000.- geführt.</p>

Was wurde beschafft? (Kat. 1 bis 22 in Anlehnung an Org-VöB/VILB)	Betrag in CHF exkl. MWST	Nachtrag	Neuvertrag	Auftragnehmer	Beschreibung der Vergabe	Begründung mit Bezug auf Artikel BöB/VöB	fachliche Begründung
21.1 Bauten Nationalstrassen, Honorare ohne weitere Bauleistungen	442'950.00	X		IngPhi SA	N09 Pont sur le Flon - Assainissement APR pour le pont Montagne en réalisation	Adjudication selon l'article 13 al. 1 let f OMP	Le marché de base a été adjugé en procédure ouverte. Suite à l'évolution du projet et compte tenu de ses spécificités, seul le mandataire du contrat de base était apte à réaliser les prestations complémentaires nécessaires pour la réalisation du projet. En outre, un changement de prestataire aurait eu pour conséquence des coûts complémentaires élevés compte tenu de la perte des connaissances spécifiques du projet.
21.1 Bauten Nationalstrassen, Honorare ohne weitere Bauleistungen	430'000.00	X		Schällibaum AG	N07/76, Stützpunkt Müllheim, Ersatz Siegershausen, Generalplaner Neubau SP Müllheim	Art. 13 Abs. 1 lit. c VöB	Der ursprüngliche Anbieter hatte in einem offenen Verfahren den Zuschlag erhalten. Im Verlauf der Projektierung wurden Änderungen und Ergänzungen nötig, welche zur Projektvergrößerung und damit zu Mehraufwendungen führten. Nur der bisherige Anbieter konnte das vorhandene Wissen nutzen, um die organisatorischen, koordinativen und sicherheitsrelevanten Aspekte einheitlich umzusetzen. Insbesondere hinsichtlich schwer abgrenzbarer Haftungsfragen war eine einheitliche Zuständig- und Verantwortlichkeit zwingend erforderlich. Zudem konnten die Urheberrechte der bereits erbrachten intellektuellen Dienstleistungen nur mit einer freihändigen Vergabe an den bisherigen Anbieter ausreichend geschützt werden. Ein Wechsel des Anbieters hätte Mehrkosten von rund CHF 100'000.- verursacht, was wirtschaftlich nicht verantwortbar gewesen wäre.
21.1 Bauten Nationalstrassen, Honorare ohne weitere Bauleistungen	429'000.00	x		AWK Group AG	N04, 080210, EP KÜBRU, EP Küssnacht - Brunnen / Projektverfasser Betriebs- und Sicherheitsausrüstung (BSA) - Nachtrag	Gemäss Art. 13 Abs. 1 lit. f VöB.	Das Massnahmenkonzept musste an die neuen Gegebenheiten (weitere Variantenstudien) angepasst und daher überarbeitet werden. Die Arbeiten konnten nur vom bisherigen Leistungserbringer erbracht werden, weil nur er die Austauschbarkeit der bisher gelieferten Dienstleistungen sicherstellen kann.

Was wurde beschafft? (Kat. 1 bis 22 in Anlehnung an Org-VöB/VILB)	Betrag in CHF exkl. MWST	Nachtrag	Neuvertrag	Auftragnehmer	Beschreibung der Vergabe	Begründung mit Bezug auf Artikel BöB/VöB	fachliche Begründung
21.1 Bauten Nationalstrassen, Honorare ohne weitere Bauleistungen	428'650.00	x		EBP Schweiz AG	080232 Support Filiale 3 Mandatar Objektvereinbarungen NACHTRAG	Gemäss Art. 13 Abs. 1 lit. f VöB	Die Verhandlungen mit den Kantonen, Gemeinden und Dritten stellten sich als aufwändiger dar, als ursprünglich angenommen. Die Grundbeschaffung wurde im offenen Verfahren vergeben. Die Erarbeitung von Objektvereinbarungen bedingt vertiefte technische Kenntnisse der bis jetzt getätigten Arbeiten und der Vorgehensweisen des ASTRA. Nur der bisherige Anbieter kann die Austauschbarkeit der bereits gelieferten Dienstleistungen sicherstellen. Ein Anbieterwechsel würde unverhältnismässige Kosten mit sich bringen.
21.1 Bauten Nationalstrassen, Honorare ohne weitere Bauleistungen	419'680.30	X		INGE Cielo +	N2 Secondo tubo San Gottardo	Art. 13 cpv. 1 lit. c OAPub	Per lo studio varianti (riordino svincolo Airolo), la BHU esegue le modifiche al progetto generale controllando le varianti/soluzioni tecniche proposte dal PV, partecipando a riunioni, supportando ASTRA nella coordinazione degli enti pubblici e privati toccati da progetto e coordinando la progettazione con gli approfondimenti ambientali. Non vi è un'adeguata alternativa, in quanto vi sono delle conseguenze e dei maggiori dispendi/spese a livello finanziario (circa 130'000 CHF), tecnico, personale e organizzativo.
21.1 Bauten Nationalstrassen, Honorare ohne weitere Bauleistungen	415'623.50	X		IG "Conzett Bronzini Partner AG / Diggel	N06.32 130026 Bern Umgestaltung Gebiet Anschluss Wankdorf - Planer Landschaft - Nachtrag 1	Art. 13 Abs. 1 lit. I VöB	Die Auftraggeberin wies in der Ausschreibung vom 07.04.2015 des im Rahmen eines qualifizierten Wettbewerbsverfahrens vergebenen Grundauftrages auf die mögliche freihändige Vergabe der Folgeplanung gemäss Art. 13 Abs. 1 lit. I VöB hin. Die folgende Vergabe bilden die Folgeplanung des Wettbewerbsverfahrens vom 2015 und dürfen somit dem Gewinner direkt vergeben werden.

Was wurde beschafft? (Kat. 1 bis 22 in Anlehnung an Org-VöB/VILB)	Betrag in CHF exkl. MWST	Nachtrag	Neuvertrag	Auftragnehmer	Beschreibung der Vergabe	Begründung mit Bezug auf Artikel BöB/VöB	fachliche Begründung
21.1 Bauten Nationalstrassen, Honorare ohne weitere Bauleistungen	380'000.00	X		Basler & Hofmann AG	N03/56 Lärmschutz Wollishofen-Wädenswil PV/BL DP/MP-Realisierung (inkl. DP SSF)	Art. 13 Abs. 1 lit. c VöB	Der ursprüngliche Anbieter hatte in einem offenen Verfahren den Zuschlag erhalten. Im Verlauf der Projektierung wurden Änderungen und Ergänzungen nötig, welche zu Mehraufwendungen des Projektverfassers führten. Nur der bisherige Anbieter konnte durch das vorhandene Wissen die organisatorischen, koordinativen und sicherheitsrelevanten Aspekte des Projekts einheitlich umsetzen. In Würdigung aller Umstände, insbesondere aus technischen und wirtschaftlichen Gründen, kam nur der bisherige Anbieter in Frage und es gab keine angemessene Alternative.
21.1 Bauten Nationalstrassen, Honorare ohne weitere Bauleistungen	372'760.00	x		BLS Cargo AG	N02, 080126, EP SCHÄNZL, EP Schänzli / Tunnel Hagnau / SBB-Damm: Umfahrung des Güterverkehrs der BLS	Gemäss Art. 13 Abs. 1 lit. c VöB.	Die SBB benötigen zusätzliche Abklärungen, damit sie die Umfahrung genehmigen können. Diese zusätzlichen Abklärungen können nur von der BLS erbracht werden, wie mit den SBB im Grundvertrag vereinbart wurde.
21.1 Bauten Nationalstrassen, Honorare ohne weitere Bauleistungen	366'759.00	x		IG Schänzli	N02, 080126, EP SCHÄNZL, EP Schänzli / Zusätzliche Leistungen Phase Ausführungsprojekt (Phase 51 / Bereich SBB	Gemäss Art. 13 Abs. 1 lit. c VöB.	Aufgrund verschiedener Projektanpassungen wurden zusätzliche Planungsleistungen notwendig. Die Grundbeschaffung wurde im offenen Verfahren vergeben. Die Projektierungsarbeiten im EP Schänzli bedingen vertiefte technische Kenntnisse der bis jetzt getätigten Arbeiten und der Rahmenbedingungen. Nur der bisherige Leistungserbringer verfügt über die notwendigen technischen Kenntnisse und kann die Kongruenz mit den bereits getätigten Abklärungen und Arbeiten sicherstellen.
21.2 Bauten Nationalstrassen, Bauleistungen inkl. Honorare	361'607.90	X		Association Facchinetti - Bernasconi	N01 - PUN Villars-Ste-Croix - Cossonay - Génie civil et construction métallique - Lot 101 / Avenant	Art. 13 al.1 let h OMP	Le marché subséquent est lié au contrat de base ayant fait l'objet d'une procédure ouverte et dans le cadre de laquelle il était spécifié que l'adjudicateur se réserve le droit d'attribuer de tels marchés, selon la procédure de gré à gré. Il s'agit d'une offre complémentaire de l'Entreprise pour des travaux non prévus dans l'appel d'offres

Was wurde beschafft? (Kat. 1 bis 22 in Anlehnung an Org-VöB/VILB)	Betrag in CHF exkl. MWST	Nachtrag	Neuvertrag	Auftragnehmer	Beschreibung der Vergabe	Begründung mit Bezug auf Artikel BöB/VöB	fachliche Begründung
21.2 Bauten Nationalstrassen, Bauleistungen inkl. Honorare	361'382.40	x		Ingmatic AG	N02, 120065, EP OT, Erhaltungsprojekt Osttangente Basel / Anpassung VLS- Steuerung	Gemäss Art. 13 Abs. 1 lit. f VöB.	Im Bereich des Tunnels Schwarzwald muss aufgrund von Bauarbeiten Gegenverkehr eingerichtet werden, weshalb das bestehende Verkehrsleitsystem erweitert werden muss. Nur der Planer des bisherigen Verkehrsleitsystems verfügt angesichts der spezifischen Umstände des Projektes über die nötigen Kenntnisse, um die Austauschbarkeit mit der bereits erbrachten Leistungen sicherzustellen.
21.1 Bauten Nationalstrassen, Honorare ohne weitere Bauleistungen	360'548.00	X		IUB Engineering AG	N06.40 EP Thun Nord - Spiez, BSA Gesamtplaner TP 11/12/13, Phasen 41-53, Nachtrag 1	Art. 36 Abs. 2 lit. d VöB	Der Nachtrag beinhaltet eine Vielzahl von Projektänderungen (Kabelumlegearbeiten, Wechseltextanzeigen, Bauzeitverlängerung usw.), die durch den ordentlichen Entwicklungsprozess des Projekts bedingt sind. Der Nachtrag basiert auf dem Art. 36 Abs 2 lit. d VöB. Der Grundvertrag wurde per Zuschlag vom 03.11.2015 in einem offenen Verfahren beschafft. Ein Anbieterwechsel hätte infolge Terminverzögerungen zu unverhältnismässigen Kostensteigerungen geführt. Ausserdem hätte der zusätzliche Koordinationsaufwand die technische Kompatibilität in Frage gestellt.
21.2 Bauten Nationalstrassen, Bauleistungen inkl. Honorare	358'120.00	x		Sopra Steria SA	N02, 120065, EP OT, Erhaltungsprojekt Osttangente Basel / Los 6a Integration BLS	Gemäss Art. 13 Abs. 1 lit. f VöB.	Das Betriebsleitsystem für die Osttangente Basel muss in das bestehende Anlagensteuerungssystem integriert werden. Damit die Kompatibilität mit dem bestehenden Anlagensteuerungssystem sichergestellt werden kann, müssen diese Arbeiten zwingend vom Lieferanten des bestehenden Systems erbracht werden. Bei einem Anbieterwechsel müsste das bestehende Betriebsleitsystem ausgewechselt werden, was unverhältnismässige Kosten mit sich bringen würde.
21.1 Bauten Nationalstrassen, Honorare ohne	353'774.00	x		IG Schänzli	N02, 080126, EP SCHÄNZL, EP Schänzli / Diverse Zusatzleistungen aufgrund SIOF A der SBB	Gemäss Art. 13 Abs. 1 lit. f VöB.	Die SBB benötigen zusätzliche Abklärungen, damit sie die Umfahrung genehmigen können. Diese zusätzlichen Abklärungen können nur vom bisherigen Leistungserbringer erbracht werden.

Was wurde beschafft? (Kat. 1 bis 22 in Anlehnung an Org-VöB/VILB)	Betrag in CHF exkl. MWST	Nachtrag	Neuvertrag	Auftragnehmer	Beschreibung der Vergabe	Begründung mit Bezug auf Artikel BöB/VöB	fachliche Begründung
weitere Bauleistungen							Die Grundbeschaffung wurde im offenen Verfahren vergeben. Ein Anbieterwechsel brächte unverhältnismässige Kosten mit sich.
21.1 Bauten Nationalstrassen, Honorare ohne weitere Bauleistungen	337'716.30	X		IngPhi SA	Prestations d'ingénieur (auteur de projet yc. tâches de BAMO) pour les phases partielles allant du concept d'intervention à la mise en service	Adjudication selon l'article 13 al. 1 let. f OMP	Le marché de base a été adjugé en procédure ouverte. Etant donné que le mandataire initial bénéficie de l'historique complet du projet en termes de coordination et en terme de technicité avec les autres mandataires et les tiers, il est le seul à pouvoir fournir les prestations complémentaires nécessaire pour terminer le projet. Un changement de mandataire pourrait induire une remise en question et une adaptation du projet, entraînant une interruption de la réalisation des travaux avec pour conséquences des coûts financiers disproportionnés.
21.1 Bauten Nationalstrassen, Honorare ohne weitere Bauleistungen	337'100.00	x		C+E Planing AG	N03, 080342, TUBÖ TUSI, Erhöhung Tunnelsicherheit Bözbergtunnel / Bauherrenunterstützung BSA, Lüftung, Bau - Nachtrag	Gemäss Art. 13 Abs. 1 lit. f VöB.	Aufgrund von Projektverzögerungen und schlechteren Grundlagen als angenommen, sowie zahlreichen Personalwechseln auf Seiten des Projektverfassers entstanden bei der BHU Zusatzaufwendungen. Ein Wechsel der BHU mitten in der Ausführungsphase wäre mit unverhältnismässigem Einarbeitungs- und Koordinationsaufwand sowie mit Projektverzögerungen verbunden. Angesichts der Spezialität des Projektes ist somit nur der ursprünglicher BHU in der Lage, die Austauschbarkeit der zusätzlichen Leistungen mit den bereits erbrachten sicher zu stellen.

Was wurde beschafft? (Kat. 1 bis 22 in Anlehnung an Org-VöB/VILB)	Betrag in CHF exkl. MWST	Nachtrag	Neuvertrag	Auftragnehmer	Beschreibung der Vergabe	Begründung mit Bezug auf Artikel BöB/VöB	fachliche Begründung
21.1 Bauten Nationalstrassen, Honorare ohne weitere Bauleistungen	321'550.00	X		Groupement d'ingénieurs IUB-EB	Ligerztunnel - Domaine T/G : MK, MP, DAO, DLT	Adjudication selon l'article 13 al.1 let. f OMP	Le marché de base a été adjugé en procédure ouverte. Etant donné que le projet BSA a subi des modifications importantes, il a fallu prévoir plus d'heures qu'initialement prévu pour finir le mandat. Compte tenu des spécificités du projet, seul le mandataire actuel était à même d'assurer l'interchangeabilité avec les prestations déjà fournies.
21.1 Bauten Nationalstrassen, Honorare ohne weitere Bauleistungen	287'582.50	x		IG BSA Bözberg	N03, 080342, TUBÖ TUSI / Erhöhung Tunnelsicherheit Bözbergtunnel, Habsburgtunnel, Schinzacherfeldtunnel sowie Erneuerung offene Strecke, Los Betriebs- und Sicherheitsausrüstungen, Projektphasen MP	Gemäss Art. 13 Abs. 1 lit. f VöB.	Zusätzliche Planungsleistungen notwendig, da in früheren Projektphasen ungenügende Abklärungen getätigt wurden, was zum Zeitpunkt der Ausschreibung noch nicht erkennbar war. Nur der aktuelle Planer kann diese zusätzlichen Planungsleistungen erbringen, da der Mehraufwand für die Einarbeitung und die Koordination mit einem Drittplaner unverhältnismässig hoch wäre.
21.1 Bauten Nationalstrassen, Honorare ohne weitere Bauleistungen	269'585.00	X		IFEC ingegneria SA	N13 EP18 Circonvallazione Roveredo GR, Lotto 9806 AAL	Art. 13 cpv.1 lit.c OAPub.	Tutte le attività dell'aggiunta sono fortemente connesse al contratto base e alle successive aggiunte, sia a livello esecutivo sia a livello di riferimenti progettuali. L'assegnazione delle prestazioni ad un terzo comporterebbe la perdita delle conoscenze progettuali e di esperienza diretta acquisite sull'insieme delle parti di progetto durante l'attività di accompagnamento ambientale svolta a partire dal 2009, perdita non colmabile in questa fase finale del progetto. Non vi è quindi un'adeguata alternativa, in quanto vi sono delle conseguenze e dei maggiori dispendi/spese a livello finanziario (per un importo stimato di circa CHF 70'.000.--), tecnico, personale e organizzativo.

Was wurde beschafft? (Kat. 1 bis 22 in Anlehnung an Org-VöB/VILB)	Betrag in CHF exkl. MWST	Nachtrag	Neuvertrag	Auftragnehmer	Beschreibung der Vergabe	Begründung mit Bezug auf Artikel BöB/VöB	fachliche Begründung
21.1 Bauten Nationalstrassen, Honorare ohne weitere Bauleistungen	268'000.00	X		IG GCB c/o Gähler und Partner AG	070054 N01/54, 55 UPlaNS SG West - SG Ost, Bearbeitung MP AP/DP	Art. 13 Abs. 1 lit. c VöB	Der ursprüngliche Anbieter hatte in einem offenen Verfahren den Zuschlag erhalten. Aufgrund der besonderen Komplexität der Projektbestandteile (komplexe boden- und felsmechanische Verhältnisse) sowie der durch den bisherigen Anbieter erarbeiteten umfangreichen Vorkenntnisse würde ein Wechsel des Projektverfassers vor Abschluss der Projektierungsphase zu erheblichen Schwierigkeiten, zu unverhältnismässigen Kostensteigerungen und entsprechenden zeitlichen Verzögerungen führen. In Würdigung aller Umstände, insbesondere aus technischen und wirtschaftlichen Gründen, kam nur der bisherige Anbieter in Frage und es gab keine angemessene Alternative. Ein Wechsel des Planers hätte Mehrkosten von rund CHF 300'000.- verursacht.
21.2 Bauten Nationalstrassen, Bauleistungen inkl. Honorare	267'861.25	X		DEXA SA,	VoMa Tunnels Confignon et Vernier - Travaux BSA Vernier - Lot 125 - Relamping éclairage de traversée et d'adaptation	Adjudication selon l'article 13 al.1 let h OMP	Le marché subséquent est lié au contrat de base ayant fait l'objet d'une procédure ouverte et dans le cadre de laquelle il était spécifié que l'adjudicateur se réserve le droit d'attribuer de tels marchés, selon la procédure de gré à gré. Il s'agit d'une offre complémentaire de l'Entreprise pour des travaux non prévus dans l'appel d'offres

Was wurde beschafft? (Kat. 1 bis 22 in Anlehnung an Org-VöB/VILB)	Betrag in CHF exkl. MWST	Nachtrag	Neuvertrag	Auftragnehmer	Beschreibung der Vergabe	Begründung mit Bezug auf Artikel BöB/VöB	fachliche Begründung
21.1 Bauten Nationalstrassen, Honorare ohne weitere Bauleistungen	266'900.00	X		IG OW + BV Inspektionen	N00.F2 120098 F2 Erhalungsplanung 2013-2017, Inspections ouvrages d'art de la F2 Sud-BasVS - Nachtrag 2	Art. 13 Abs. 1 lit c VöB	Der Grundauftrag wurde 2014 in einem offenen Verfahren beschafft. Die Inspektionen sind die Basis und der Kern der Projektgenerierung. Wegen den besonderen Kenntnissen des bisherigen Leistungserbringers und der Spezifität des Projektes konnte der bisherige Anbieter die Austauschbarkeit der Leistungen am besten sicherstellen, auch aus wirtschaftlichen Gründen. Ein Wechsel des Anbieters hätte Mehrkosten von verursacht. Ein Anbieterwechsel würde indessen auch ein Sicherheitsrisiko für die Benutzerinnen und Benutzer der Nationalstrassen darstellen, weil durch die zeitliche Verzögerung die Projektgenerierung und folglich auch die Instandsetzung der Strecke Martigny-Grand Saint-Bernard deutlich auf der Zeitachse hinausgeschoben werden würden.
21.1 Bauten Nationalstrassen, Honorare ohne weitere Bauleistungen	259'846.40		X	Groupement NIP	N01 Upn.1 Etoy-Ecublens - Prestations de GC, Environnement, Trafic et BSA	Adjudication selon l'article 13 al. 1 let d OMP	Suite à la désolidarisation des joints du Pont de la Gare à Morges, il a fallu intervenir de manière urgente afin de garantir la sécurité des usagers et l'aptitude au service du pont. La seule alternative aurait été la fermeture de l'autoroute pour deux à trois mois, ce qui est complètement disproportionnel financièrement compte tenu du principe de la gestion rationnelle des deniers publics.
21.2 Bauten Nationalstrassen, Bauleistungen inkl. Honorare	252'097.35	X		Grisoni-Zaugg SA	N12 - Ext. Place de repos La Joux des Ponts Travaux génie civil - Côté Jura	Article 13 al. 1 let h OMP	Le marché subséquent est lié au contrat de base ayant fait l'objet d'une procédure ouverte et dans le cadre de laquelle il était spécifié que l'adjudicateur se réserve le droit d'attribuer de tels marchés, selon la procédure de gré à gré. Il s'agit d'une offre complémentaire de l'Entreprise pour des travaux non prévus dans l'appel d'offres

Was wurde beschafft? (Kat. 1 bis 22 in Anlehnung an Org-VöB/VILB)	Betrag in CHF exkl. MWST	Nachtrag	Neuvertrag	Auftragnehmer	Beschreibung der Vergabe	Begründung mit Bezug auf Artikel BöB/VöB	fachliche Begründung
21.2 Bauten Nationalstrassen, Bauleistungen inkl. Honorare	248'408.95	X		Markus Heidiger AG	N01.22-005 Bern Umbau Werkhof- Leistungsabweichungen BKP 230 Nachtrag 9	Art. 13 Abs. 1 lit. h VöB	Die Auftraggeberin wies in der Ausschreibung vom 15.10.2014, des im offenen Verfahren vergebenen Grundauftrages über CHF 1'333'119.65, auf die mögliche freihändige Vergabe weiterer Bauaufträge hin. Die vorliegenden Nachträge betreffen dieselben Leistungen, wie diejenigen des Grundauftrages (z.B. Anpassung Zeiterfassung, Vergrößerung Schaltgerätekombination usw.), weshalb die Anforderungen an die Gleichartigkeit erfüllt sind und die Nachträge gestützt auf Art. 13 Abs. 1 lit. h VöB der ursprünglichen Anbieterin vergeben werden.
21.2 Bauten Nationalstrassen, Bauleistungen inkl. Honorare	247'680.00	x		AS Aufzüge AG	N03, 080342, TUBÖ TUSI, Bözbertunnel Erhöhung Tunnelsicherheit / Sanierung Lifanlagen Tunnelzentrale Bözberg (Nord/Süd	Gemäss Art. 13 Abs. 1 lit. f VöB.	Teilersatz der bestehenden Lifanlagen notwendig. Nur der Lieferant der bestehenden Lifanlagen kann die Kompatibilität der zu ersetzenden Teile mit der bestehenden Anlage sicherstellen. Bei einem Anbieterwechsel müsste die bestehende Lifanlage ausgewechselt werden, was unverhältnismässige Kosten mit sich bringen würde.
21.2 Bauten Nationalstrassen, Bauleistungen inkl. Honorare	214'664.15	X		Consortium Cegelec Mobility & Mobility w	VoMa Tunnels Confignon et Vernier - Travaux EES systèmes de sécurité - Lot 118	Adjudication selon l'article 13 al.1 let h OMP	Le marché subséquent est lié au contrat de base ayant fait l'objet d'une procédure ouverte et dans le cadre de laquelle il était spécifié que l'adjudicateur se réserve le droit d'attribuer de tels marchés, selon la procédure de gré à gré. Il s'agit d'une offre complémentaire de l'Entreprise pour des travaux non prévus dans l'appel d'offres
21.2 Bauten Nationalstrassen, Bauleistungen inkl. Honorare	207'952.70	X		Markus Heidiger AG	N01.22-005 Bern Umbau Werkhof- Leistungsabweichungen BKP230 Nachtrag 10	Art. 13 Abs. 1 lit. h VöB	Die Auftraggeberin wies in der Ausschreibung vom 15.10.2014, des im offenen Verfahren vergebenen Grundauftrages über CHF 1'333'119.65, auf die mögliche freihändige Vergabe weiterer Bauaufträge hin. Die vorliegenden Nachträge betreffen dieselben Leistungen, wie diejenigen des Grundauftrages (z.B. zusätzliche Brandmelder, Mehraufwand Leuchten usw.), weshalb die Anforderungen an die Gleichartigkeit erfüllt sind und die Nachträge

Was wurde beschafft? (Kat. 1 bis 22 in Anlehnung an Org-VöB/VILB)	Betrag in CHF exkl. MWST	Nachtrag	Neuvertrag	Auftragnehmer	Beschreibung der Vergabe	Begründung mit Bezug auf Artikel BöB/VöB	fachliche Begründung
							gestützt auf Art. 13 Abs. 1 lit. h VöB der ursprünglichen Anbieterin vergeben werden.
21.2 Bauten Nationalstrassen, Bauleistungen inkl. Honorare	206'846.00		X	Telematix AG	N99 Réf. Réseaux FO+RCOM F1 Adaptation du TRN entre Morges Ouest et frontière VD/GE	Adjudication selon l'article 13 al. 1 let c OMP.	La migration des équipements du réseau depuis une technologie analogique vers une technologie numérique est rendue nécessaire par le fait que les équipements analogiques sont déclarés End of Life par le fabricant. Or, l'adaptation ne peut être effectuée que par le constructeur initial car ce sont des éléments propriétaires dont seule une licence d'utilisation a été fournie à l'OFROU (propriété intellectuelle).
21.2 Bauten Nationalstrassen, Bauleistungen inkl. Honorare	202'594.90		X	Association A.M.F.	N09.52 100021 - Ant. Chexbres - Montreux - Sécurisation des fondations ancrées des ponts sur la Veveyse - Lot 81 / Avenant no 3 (ID 5668)	Adjudication selon l'article 13 al. 1 let d OMP	Suite à l'éroulement de la paroi derrière la pile C4 du pont, il a fallu très rapidement mettre en place la sécurisation de l'ouvrage, ceci afin de protéger les ouvriers actifs sur le chantier .
21.2 Bauten Nationalstrassen, Bauleistungen inkl. Honorare	197'244.95	x		Kull Elektro AG	N04, 080208, EP Mositunnel, BSA E71 Elektroinstallationen und div. Beschaffungen	Gemäss Art. 13 Abs. 1 lit. h VöB	Die Auftraggeberin wies in der Ausschreibung des im offenen Verfahren vergebenen Grundauftrages auf die mögliche freihändige Vergabe weiterer Bauaufträge hin. Der vorliegende Nachtrag betrifft dieselben Leistungen, wie diejenigen des Grundauftrages und umfasst nur Mengenänderungen bereits im Werkvertrag vorhandener Leistungspositionen. Daher ist die Anforderung an die Gleichartigkeit erfüllt sind und der Nachtrag wird gestützt auf Art. 13 Abs. 1 lit. h VöB der ursprünglichen Anbieterin vergeben.

Was wurde beschafft? (Kat. 1 bis 22 in Anlehnung an Org-VöB/VILB)	Betrag in CHF exkl. MWST	Nachtrag	Neuvertrag	Auftragnehmer	Beschreibung der Vergabe	Begründung mit Bezug auf Artikel BöB/VöB	fachliche Begründung
21.2 Bauten Nationalstrassen, Bauleistungen inkl. Honorare	193'557.20	X		Consortium Cegelec Mobility & Mobility w	VoMa Tunnels Confignon et Vernier - Travaux EES câblage électrique et éclairage - Lot 120	Adjudication selon l'article 13 al. 1 let h OMP	Le marché subséquent est lié au contrat de base ayant fait l'objet d'une procédure ouverte et dans le cadre de laquelle il était spécifié que l'adjudicateur se réserve le droit d'attribuer de tels marchés, selon la procédure de gré à gré. Il s'agit d'une offre complémentaire de l'Entreprise pour des travaux non prévus dans l'appel d'offres
21.2 Bauten Nationalstrassen, Bauleistungen inkl. Honorare	190'445.00	x		Steria Schweiz AG	N01/N02/N03/N05, 100003, GE8KOM-BLS, GE 8 Ersatz Komm-BLS-VM / TP1 (BLS): Lieferung, Realisierung, Montage und Inbetriebnahme von einem Betriebsleitsystem in der Gebietseinheit 8 (GE VIII)	Gemäss Art. 13 Abs. 1 let. f VöB.	Am bestehenden Betriebsleitsystem in der GE VIII mussten verschiedene Optimierungen vorgenommen werden. Nur der Lieferant des bestehenden Betriebsleitsystems kann die Kompatibilität und die Gewährleistung der Anlage sicherstellen. Bei einem Anbieterwechsel müsste das bestehende Betriebsleitsystem ausgewechselt werden, was unverhältnismässige Kosten mit sich bringen würde.
21.2 Bauten Nationalstrassen, Bauleistungen inkl. Honorare	166'808.00		X	Schneider Electric (Suisse) SA	N01.12 080159 Upn.Bernex - Ferney - Remplacement batteries N01	Adjudication selon l'article 13 al. 1 let d	Le dysfonctionnement de séries de batteries survenu de manière imprévisible a rendu l'acquisition urgente, en raison des garanties à assurer sur le réseau en cas de panne, notamment garantir une alimentation secourue durant 30 minutes afin de permettre la fermeture des tunnels et l'évacuation des usagers.
21.2 Bauten Nationalstrassen, Bauleistungen inkl. Honorare	134'515.45	X		SPIE ICS AG	N99 - Réf.Réseaux FO+RCOM F1 Fourniture et mise en œuvre équipements de réseaux pour le RCOM VD et FR	Article 13 al. 1 let h OMP	Le marché subséquent est lié au contrat de base ayant fait l'objet d'une procédure ouverte et dans le cadre de laquelle il était spécifié que l'adjudicateur se réserve le droit d'attribuer de tels marchés, selon la procédure de gré à gré. Il s'agit d'une offre complémentaire de l'Entreprise pour des travaux non prévus dans l'appel d'offres

Was wurde beschafft? (Kat. 1 bis 22 in Anlehnung an Org-VöB/VILB)	Betrag in CHF exkl. MWST	Nachtrag	Neuvertrag	Auftragnehmer	Beschreibung der Vergabe	Begründung mit Bezug auf Artikel BöB/VöB	fachliche Begründung
21.2 Bauten Nationalstrassen, Bauleistungen inkl. Honorare	128'566.65	X		ARGE Werkhof Bern	N01.22-005 Bern Umbau Werkhof, Leistungsabweichung BKP 211 Baumeisterarbeiten - Nachtrag 12	Art. 13 Abs. 1 lit. h VöB	Die Auftraggeberin wies in der Ausschreibung vom 15.10.2014 des im offenen Verfahren vergebenen Grundauftrages über CHF 8'844'671.15 auf die mögliche freihändige Vergabe weiterer Bauaufträge hin. Der vorliegende Nachtrag betrifft dieselben Leistungen, wie diejenigen des Grundauftrages (Baumeisterarbeiten), weshalb die Anforderungen an die Gleichartigkeit erfüllt sind und der Nachtrag gestützt auf Art. 13 Abs. 1 lit. h VöB der ursprünglichen Anbieterin vergeben wird.
21.2 Bauten Nationalstrassen, Bauleistungen inkl. Honorare	116'553.60		X	Boschung Mecatronic AG	N01 - Upn.Bernex - Ferney Remplacement des sondes de détection de verglas	Article 13 al. 1 let c OMP	Le marché concerne des sondes dynamiques de détection de verglas sur la chaussée développées spécifiquement par Boschung. Ces sondes font l'objet d'un brevet (propriété intellectuelle) et seul Boschung est en mesure de les fabriquer et de réaliser les prestations.
21.2 Bauten Nationalstrassen, Bauleistungen inkl. Honorare	108'768.05	x		ARGE Komplet	N04, 080208, EP Mositunnel, Baumeisterarbeiten	Gemäss Art. 13 Abs. 1 lit. h VöB	Die Auftraggeberin wies in der Ausschreibung des im offenen Verfahren vergebenen Grundauftrages auf die mögliche freihändige Vergabe weiterer Bauaufträge hin. Der vorliegende Nachtrag betrifft dieselben Leistungen, wie diejenigen des Grundauftrages und umfasst nur Mengenänderungen bereits im Werkvertrag vorhandener Leistungspositionen. Daher ist die Anforderung an die Gleichartigkeit erfüllt sind und der Nachtrag wird gestützt auf Art. 13 Abs. 1 lit. h VöB der ursprünglichen Anbieterin vergeben.

Was wurde beschafft? (Kat. 1 bis 22 in Anlehnung an Org-VöB/VILB)	Betrag in CHF exkl. MWST	Nachtrag	Neuvertrag	Auftragnehmer	Beschreibung der Vergabe	Begründung mit Bezug auf Artikel BöB/VöB	fachliche Begründung
21.2 Bauten Nationalstrassen, Bauleistungen inkl. Honorare	80'252.30		X	Boschung Mecatronic AG	N09 Ponts sur le Flon - Assainissement - Réfection du système d'aspersion	Adjudication selon l'article 13 al. 1 let c OMP	Les ponts sur le Flon possèdent dans leurs bordures un système de déverglaçage automatique inclus dans un système global présent sur tout le contournement de Lausanne. Ce système peut être partiellement récupéré moyennant le remplacement de certaines pièces (remplacement d'usure). Le système est propriétaire de l'entreprise Boschung qui est la seule sur le marché à pouvoir fournir les pièces nécessaires et les travaux de maintenance du système (propriété intellectuelle).
21.2 Bauten Nationalstrassen, Bauleistungen inkl. Honorare	25'668.25	x		Nägele-Capaul communications AG	N08, 080030, EP SA TUSI, Los 60 NACHTRAG	Gem. Art. 13 Abs. 1 lit h	Die Auftraggeberin wies in der Ausschreibung des im offenen Verfahren vergebenen Grundauftrages auf die mögliche freihändige Vergabe weiterer Bauaufträge hin. Der vorliegende Nachtrag betrifft dieselben Leistungen, wie diejenigen des Grundauftrages und umfasst nur Mengenänderungen bereits im Werkvertrag vorhandener Leistungspositionen. Daher ist die Anforderung an die Gleichartigkeit erfüllt sind und der Nachtrag wird gestützt auf Art. 13 Abs. 1 lit. h VöB der ursprünglichen Anbieterin vergeben.
21.2 Bauten Nationalstrassen, Bauleistungen inkl. Honorare	25'375.00	x		Letch AG	EP Mositunnel BSA E21 Beleuchtung Tunnel/Sisto, Schaltanlagen div.	Gem. Art. 13 Abs. 1 lit h VöB	Die Auftraggeberin wies in der Ausschreibung des im offenen Verfahren vergebenen Grundauftrages auf die mögliche freihändige Vergabe weiterer Bauaufträge hin. Der vorliegende Nachtrag betrifft dieselben Leistungen, wie diejenigen des Grundauftrages und umfasst nur Mengenänderungen bereits im Werkvertrag vorhandener Leistungspositionen. Daher ist die Anforderung an die Gleichartigkeit erfüllt sind und der Nachtrag wird gestützt auf Art. 13 Abs. 1 lit. h VöB der ursprünglichen Anbieterin vergeben.
Total	78'234'162.98						